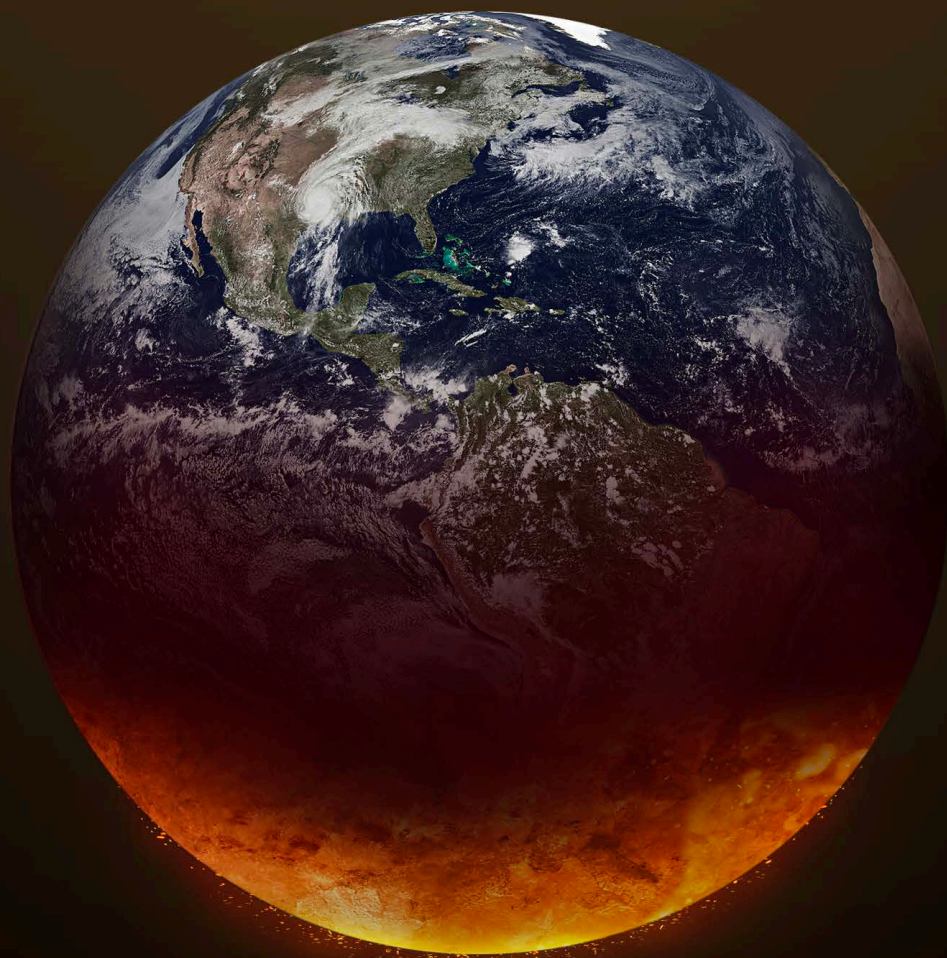


LA DESTRUCTION

~~L'énergie~~ est au
cœur de tout ce que
nous faisons

Le programme d'action climatique de pacotille de Chevron
et son effet amplificateur sur le préjudice mondial





LA DESTRUCTION

L'énergie est au cœur de tout ce que nous faisons :

Le programme d'action climatique de pacotille de Chevron et son effet amplificateur sur le préjudice mondial

Remerciements (par ordre alphabétique)

Auteurs : Rachel Rose Jackson et Adrien Tofighi-Niaki

Sincères remerciements à : Angel Amaya, Nick Guroff, Souparna Lahiri, Ashka Naik, Yairamaren Roman, Doreen Stabinsky, David Tong, Kelly Trout

Conçu par : Nick Purser

Mai 2023

Copyright © 2023 Corporate Accountability. Tous droits réservés.

Nous remercions tous nos bailleurs de fonds, donateurs et membres pour leur engagement continu envers notre mission et notre travail au fil des ans.

Plus important encore, sans le partenariat de nos alliés à travers le monde, nous ne pourrions pas mener à bien nos recherches, nos actions de plaidoyer ou nos campagnes. Nous leur sommes sincèrement redevables, car ils continuent à lutter vigoureusement contre toutes les formes d'injustice à la base et en première ligne.

Déclaration de conflit d'intérêts : Corporate Accountability n'a aucun conflit à divulguer. Corporate Accountability ne reçoit aucun financement de la part d'entreprises ou de gouvernements. Elle est principalement financée par des particuliers et des fondations soigneusement sélectionnées.

Tous les contenus reflètent les dernières données publiques disponibles au moment de la recherche et de la rédaction (janvier-avril 2023).

Table des matières

1. Introduction : Chevron au coeur de la destruction	4
Les principales conclusions de cette recherche :	4
2. Plan d'action climatique « zéro émission nette » de Chevron : Creux et moteur de dommages ?	6
Chevron utilise des crédits de compensation de pacotille pour prétendre atteindre l'objectif climatique « zéro émission nette »	6
Les crédits douteux de Chevron ne réduisent pas les émissions, ne préservent pas réellement les forêts et risquent d'entraîner un accaparement des terres	8
Les compensations achetées par Chevron au moyen de grands barrages hydroélectriques n'entraînent pas de nouvelles réductions d'émissions	8
Les compensations de Chevron sont non seulement de pacotille, mais en plus elles sont liées à des dommages dans les pays du Sud, favorisant ainsi un héritage raciste et néocolonial	9
Le principal projet CCUS de Chevron : un échec	11
Encadré 1: Les nombreux échecs des compensations carbone et du captage, utilisation et stockage du carbone	12
Chevron omet plus de 90 % de ses émissions dans son « aspiration » 'zéro émission nette'	12
Méthodologie pour déterminer la qualité des compensations carbone volontaires de Chevron	14
3. La tête dans les sables (bitumineux) : Les projets d'expansion imprudente de Chevron ignorent la nécessité d'éliminer progressivement les combustibles fossiles	16
Investissements dans les énergies renouvelables et vertes exagérés	17
4. L'action climatique ? Détrompez-vous. Chevron est l'un des pires enrayeurs de la politique climatique	19
Des centaines de millions de dollars de lobbying à sa disposition	19
Les détails de la politique : Chevron a exercé des pressions sur plus de 150 projets de loi ou questions aux États-Unis en 2022	20
Encadré 2: Exemples de politiques américaines sur lesquelles Chevron a fait pression en 2022 et leurs implications	20
5. Conclusion – La triple menace : Des compensations de pacotille, une expansion imprudente et un obscurcissement des politiques	22
La négligence de Chevron est révélatrice d'une contagion plus large de la destruction causée par les combustibles fossiles	22
Le Zéro réel, et non le « zéro émission nette » écoblanchi, est la clé du 1,5	22
Recommandations : Tenir les grands pollueurs pour responsables, éliminer progressivement les combustibles fossiles, mettre en oeuvre de véritables solutions pour atteindre le « Zéro réel »	23
6. Recommandations	24
Annexe: Portée et limites	25
Références	26

Figures

Figure 1: Répartition des crédits de compensation de Chevron entre 2020 et 2022 par fournisseur	7
Figure 2: La majorité des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022 étaient illusoire ou associées à des dommages	7
Figure 3: Répartition annuelle des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022	7
Figure 4: Type de compensations carbone volontaires achetées par Chevron 2020 – 2022	9
Figure 5: La majorité des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022 représentaient des projets de grands barrages hydroélectriques (autrement dit, pas de nouvelles réductions d'émissions)	9
Figure 6: L'aspiration « zéro émission nette » de Chevron ne prend pas en compte plus de 90 % de ses émissions totales	12
Figure 7: Les émissions projetées par Chevron (2022 – 2025) dépassent les émissions de 10 pays européens combinés (2017 – 2020)	16
Figure 8: Émissions projetées sur trois ans pour Chevron (2022 – 2025) comparées aux émissions des pays (2017 – 2020)	17
Figure 9: Carte de la production pétrolière actuelle de Chevron, de ses projets d'expansion et d'exploration	18
Figure 10: Un aperçu de la puissance du lobbying de Chevron (2020 – 2022)	20

1. Introduction : Chevron au cœur de la destruction



À la veille de la présentation du rapport annuel de Chevron à ses investisseurs sur ses activités et ses progrès en matière de climat, le présent exposé remet en question l'action climatique et l'image « verte » proclamées par Chevron. L'analyse des activités associées au plan d'action climatique « zéro émission nette » de Chevron soulève de vives inquiétudes quant à savoir si son « action climatique » empêche les réductions d'émissions nécessaires pour éviter une catastrophe climatique, cause des dommages aux communautés et aux écosystèmes et réduit davantage la probabilité de mener des actions climatiques significatives à l'échelle mondiale.

Les principales conclusions de cette recherche :

Plus de 90 % des compensations carbone que Chevron a retirées sur le marché volontaire du carbone pour « annuler » ses émissions semblent n'avoir aucune valeur – c'est une présumée « pacotille » jusqu'à preuve du contraire.

La majeure partie des programmes dans lesquels elle investit dans le cadre de son plan « zéro émission nette » sont liés à des allégations d'abus des communautés locales, de dégradation de l'environnement et/ou peuvent même être à l'origine d'augmentations des émissions. La quasi-totalité des dommages prétendument causés concernent les communautés des pays du Sud.

Les programmes technologiques « à faible émission de carbone » semblent faillir à la tâche de capturer les émissions promises et, dans certains cas, ils n'atteignent pas les objectifs fixés dans une proportion allant jusqu'à 50 %.

L'engagement « zéro émission nette » de Chevron – même s'il est mis en œuvre le plus efficacement possible sans causer de dommages – ne tient pas compte délibérément de 90 % des émissions totales associées à ses pratiques commerciales.

Chevron ignore la nécessité scientifiquement fondée d'une élimination progressive des combustibles fossiles, prévoyant pour 2022-2025 des émissions équivalentes à celles de 10 pays européens au cours d'une période similaire.

Elle investit des millions chaque année afin de manipuler la volonté politique d'agir en faveur du climat, cherchant à façonner la politique climatique à sa guise.

Si ces résultats semblent alarmants, ils devraient l'être, surtout à la lumière des récentes découvertes scientifiques sur l'urgence de la crise climatique.

En mars 2023, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié un rapport synthétisant les dernières données scientifiques sur le climat.¹ Les conclusions de ce rapport donnent à réfléchir – il s'agit peut-être de notre dernière chance d'éviter une catastrophe climatique totale. Pour reprendre les termes du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, « la bombe à retardement du climat fait tic-tac ». ² Cette étude a démontré sans équivoque que le dépassement d'un réchauffement de 1,5 degré Celsius aurait des conséquences irréversibles et que nous sommes dangereusement proches du bord de la falaise. Toujours d'après cette étude, il est clair que la seule chance pour le monde de garantir une planète vivable, est d'éliminer d'urgence, équitablement et progressivement les combustibles fossiles.³

Dans ce contexte d'urgence, Chevron, l'un des leaders de l'industrie des combustibles fossiles, met en avant un programme dont le cœur est la destruction. En 2022, l'entreprise de combustibles fossiles détenue par des investisseurs et responsable de la plus grande partie des émissions mondiales a engrangé les bénéfices les plus élevés de son histoire,⁴ soit 36,5 milliards de dollars américains.⁵

Ce chiffre représente plus du double de celui de l'année précédente et l'entreprise ne semble pas ralentir de sitôt. Chevron s'appuie sur une campagne de relations publiques qui assure à ses actionnaires, au public et aux décideurs qu'elle est alignée sur l'action climatique et l'Accord de Paris, en mettant en avant son aspiration à atteindre l'objectif « zéro émission nette » pour le prouver.^{6,7} Son PDG, Mike Wirth, insiste sur le fait que « le changement climatique est une réalité... Nous acceptons les données scientifiques sur le climat du GIEC... Nous travaillons à la mise en place d'un système énergétique à plus faible émission de carbone ».⁸

Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Chevron, le 31 mai 2023, nous entendrons probablement parler des bénéfices record – et des retours sur investissement record qui en découlent – réalisés par les actionnaires. Nous pouvons espérer entendre parler des investissements de Chevron dans un « avenir à faible émission de carbone », de la manière dont l'entreprise contribue à stimuler cette transition mondiale et de son engagement à promouvoir l'action climatique à un faible coût pour la société.

Il est impératif que les actionnaires, les décideurs politiques et le public voient les déclarations écologiques de Chevron pour ce qu'elles sont : une destruction par écoblanchiment. Comme le montre le présent exposé, Chevron continue d'empêcher, et non de promouvoir, les réglementations juridiquement contraignantes, le déploiement rapide de vraies solutions et la voie rapide vers une réelle Zéro émission nette, qui doivent être mises en place pour éviter une catastrophe climatique.

À notre avis, la stratégie de Chevron s'apparente à une tromperie dissimulée dans une liste d'engagements liés à l'objectif « zéro émission » ; toute chose qui n'est isolée. C'est un aperçu révélateur de la façon dont l'industrie des combustibles fossiles et les pollueurs en général accélèrent leur expansion, augmentent leurs émissions et utilisent des méthodes douteuses pour éroder la volonté politique et brouiller la nécessité d'agir de toute urgence. Chevron et ses pairs utilisent leur énorme pouvoir pour faire dérailler des politiques et des voies pertinentes. En conséquence, les programmes de l'industrie, tels que les compensations carbone, sont de plus en plus utilisés par les décideurs politiques comme éléments clés de l'action climatique mondiale, au lieu de recours éprouvés, rentables et équitables.

Laisser les combustibles fossiles dans le sol. Arrêter les émissions à la source. Déployer rapidement des solutions réelles et éprouvées à grande échelle et réduire les émissions jusqu'au niveau Zéro réel.⁹ Tels sont les tremplins qui nous permettront de nous éloigner du bord de la falaise où nous ont conduits les entreprises du secteur des combustibles fossiles comme Chevron. L'époque du « statu quo » est révolue. Et l'époque où l'on permettrait aux entreprises de combustibles fossiles de s'autoréguler et de faire de l'écoblanchiment avec leurs engagements « zéro émission nette » doit prendre fin.



2. Plan d'action climatique « zéro émission nette » de Chevron : Creux et moteur de dommages ?

Les assurances données publiquement par Chevron concernant sa volonté à prendre au sérieux le changement climatique sont le plus souvent étayées par son aspiration à parvenir à « zéro émission nette » en amont d'ici à 2050 (notamment uniquement pour ses émissions dites de Scopes 1 et 2).¹⁰ Elle repose principalement sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) ainsi que les systèmes de compensation carbone afin de créer l'illusion que les émissions sont « annulées » ou « réaspirées », mais *pas* réduites. Ces programmes sont profondément défectueux et susceptibles de causer de graves dommages, outre le fait qu'ils n'ont pas encore fonctionné à l'échelle ou dans les délais requis (voir l'encadré 1 pour avoir une synthèse des raisons). En outre, même si ces programmes avaient la capacité d'être fiables ces recherches suggèrent que Chevron les utilise plutôt comme un écran de fumée.

Comme le démontre cet exposé :

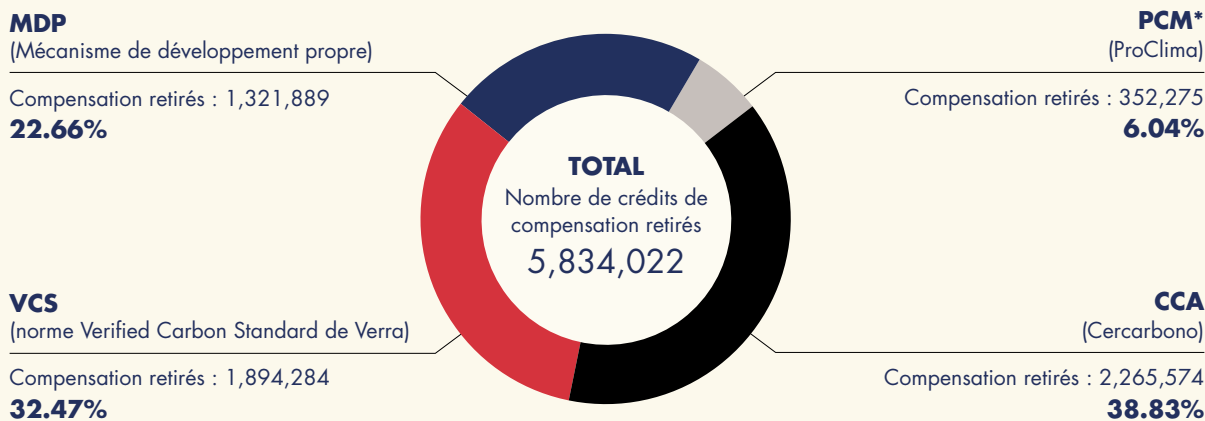
1. La quasi-totalité – 93 % – des compensations achetées par Chevron et comptabilisées dans ses objectifs climatiques sur les marchés volontaires du carbone entre 2020 et 2022 semblent problématique. Ces compensations ont été jugées comme présentant une faible intégrité environnementale et semblent donc être de la pacotille, jusqu'à preuve du contraire (voir la méthodologie ci-dessous pour savoir comment nous avons évalué la faible intégrité environnementale). Cette étude émet des doutes sur la légitimité de ces compensations et, en particulier, sur le fait qu'elles entraînent réellement les réductions d'émissions envisagées sans causer de dommages.
2. En outre, nous avons découvert qu'au moins 42 % de ces compensations sont liées à des réclamations ou à des allégations de dommages infligés à des communautés et de dégradation d'écosystèmes, en particulier dans les pays du Sud ou en première ligne de la crise climatique.
3. Il semble qu'environ la moitié des compensations carbone achetées par Chevron sur le marché volontaire du carbone sont associées à des projets de grands barrages hydroélectriques qui n'entraînent pas de nouvelles réductions d'émissions.
4. De son propre aveu, les projets CCUS de Chevron ne parviennent pas à atteindre les éliminations d'émissions promises et, dans certains cas, n'atteignent même pas les objectifs fixés de 50 %.
5. En 2021, l'« aspiration » (oui, c'est le mot qu'elle utilise) 'zéro émission nette' de Chevron¹¹ s'appliquait uniquement aux 10 % de ses émissions et ne concernait même pas la partie de sa chaîne d'activité qui représente 90 % de ses émissions.

Chevron utilise des crédits de compensation de pacotille pour prétendre atteindre l'objectif climatique « zéro émission nette »

En 2020, 2021 et 2022, Chevron a retiré (c'est-à-dire encaissé) 5 834 022 de crédits carbone, soit 5,83 MtCO₂e,¹² via le marché volontaire du carbone. L'analyse des données disponibles dans la base de données AlliedOffsets¹³ montre que ces crédits ont été achetés principalement par l'intermédiaire de quatre des principaux registres de projets du marché volontaire du carbone (voir figure 1).

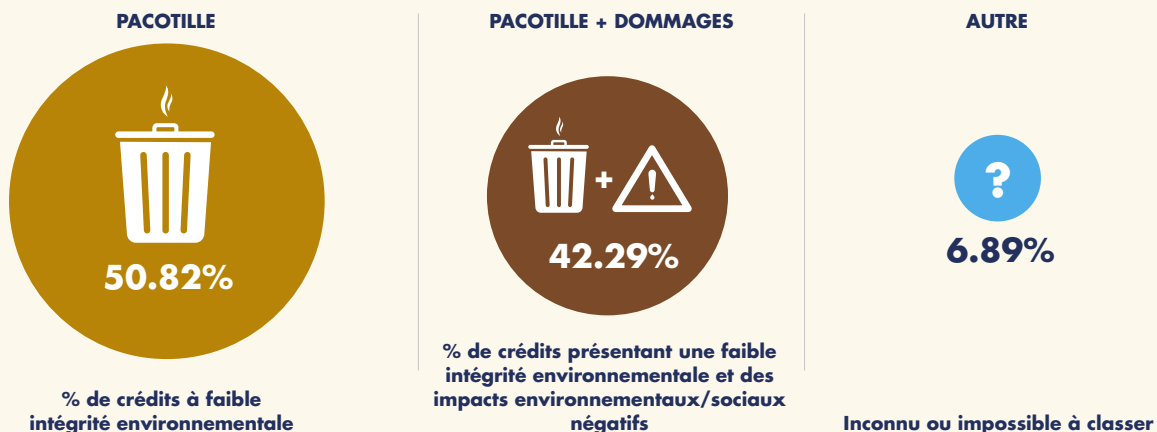
Selon notre analyse, au moins 93 % de ces crédits peuvent être présumés inutiles jusqu'à preuve du contraire, soit parce que a) ils sont retirés par des projets qui semblent avoir une faible intégrité environnementale et sont donc probablement défectueux et peu fiables ; ou b) ils semblent avoir une faible intégrité environnementale et sont liés à des projets accusés d'avoir des impacts sociaux et environnementaux négatifs (voir les figures 2 et 3 pour une répartition de ces crédits et la Méthodologie pour un aperçu qui explique comment nous avons catégorisé ces compensations.

Figure 1: Répartition des crédits de compensation de Chevron entre 2020 et 2022 par fournisseur



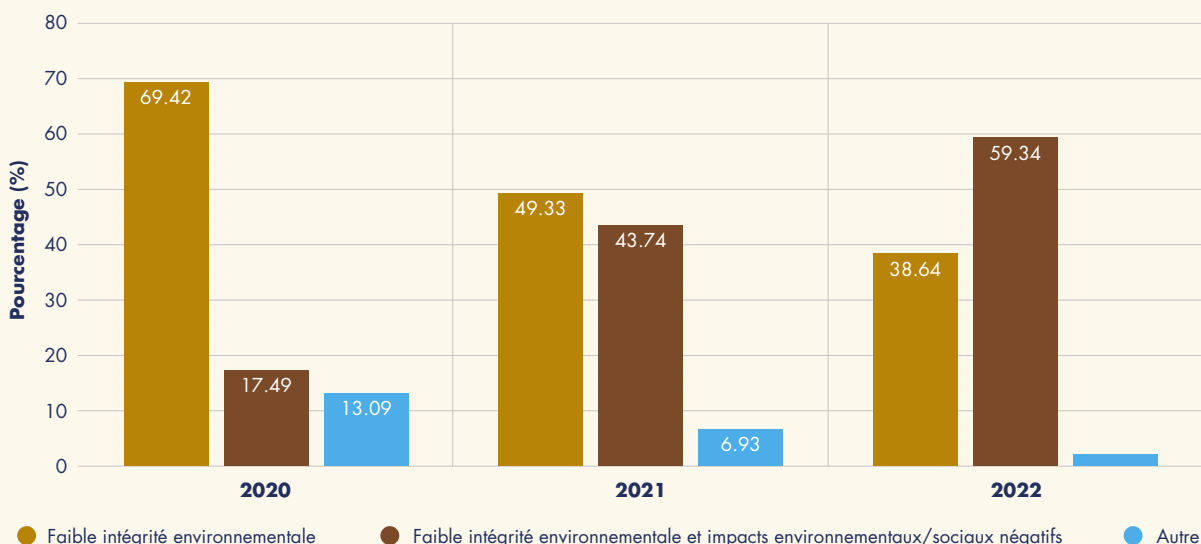
*Remarque : PCM a été rebaptisé BioCarbon Registry (registre BioCarbon) en 2022, peu de temps après que ses normes aient été critiquées.^{14, 15}
 Source: Données sur la base de données AlliedOffsets

Figure 2: La majorité des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022 étaient illusoires ou associées à des dommages



Source: Analyse de Corporate Accountability fondée sur la base de données AlliedOffsets. Voir la méthodologie pour plus de détails sur les méthodes définition et d'évaluation de ces compensations.

Figure 3: Répartition annuelle des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022



● Faible intégrité environnementale ● Faible intégrité environnementale et impacts environnementaux/sociaux négatifs ● Autre

Source: Analyse de Corporate Accountability fondée sur la base de données AlliedOffsets. Voir Méthodologie pour plus de détails sur les méthodes définition et d'évaluation de ces compensations.

» Les crédits douteux de Chevron ne réduisent pas les émissions, ne préservent pas réellement les forêts et risquent d'entraîner un accaparement des terres

Près d'un tiers, soit 32,47 %, des crédits de Chevron du marché volontaire du carbone utilisés entre 2020 et 2022 étaient retirés au registre standard de carbone certifiés (VCS) Verra (voir figure 1). Une enquête publiée par *The Guardian* au début de l'année 2023 a révélé que plus de 90 % des crédits VCS sont « sans valeur » bien que Verra n'ait pas approuvé les conclusions.¹⁶ Les recherches que nous avons menées ne nous ont pas permis de découvrir que les compensations achetées par Chevron par l'intermédiaire de VCS constitueraient l'exception à cette enquête. Au contraire, l'enquête et les études associées mettent particulièrement en évidence les lacunes majeures de la norme VCS dans les projets de Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, ou REDD+. Les études se concentrent spécifiquement sur ces projets dans les régions tropicales et concluent que la grande majorité d'entre eux ne parviennent pas à réduire de manière pertinente les émissions de gaz à effet de serre. Il convient de noter que 99 % des 1 894 284 crédits retirés par Chevron à VCS au cours de la période d'analyse concernaient des projets REDD+ dans la région tropicale de la Colombie, ce qui correspond au profil de ceux ayant été jugés « sans valeur » dans l'enquête .

Une enquête précédente de *Carbon Market Watch* affirmait que deux des plus grands projets REDD+ en Colombie – Mataven (un projet Verra/VCS) et Kaliawiri (un projet PCM) – n'étaient que du « vent » – ne donnant lieu ni à des « avantages environnementaux réels » ni à la « conservation des forêts ». ¹⁷ Bien que Verra ait bien sûr rejeté cette affirmation en ce qui concerne le projet Mataven qui fait partie de son registre, à notre connaissance, elle n'a pas été en mesure de la réfuter. ¹⁸ Ces deux projets font partie des projets de compensations carbone de Chevron depuis 2018. ¹⁹ Outre la faible intégrité environnementale de la norme VCS pour les projets REDD+ dans les régions tropicales, les projets REDD+ sont également connus pour leurs incidences négatives sur les peuples autochtones et les communautés locales du monde entier en raison des risques d'accaparement des terres et de la perte des droits fonciers, ^{20, 21, 22} entre autres défis (par exemple, l'incapacité à réduire la déforestation). En conséquence, les projets REDD+ sont largement inefficaces et surestiment les impacts sur la prévention et l'atténuation de la déforestation. ^{23, 24, 25, 26} Pire encore, REDD+ et d'autres projets de compensation en Colombie ont également été à l'origine de mécanismes d'évasion fiscale pour de nombreuses multinationales qui retirent des compensations dans ce pays, une pratique que Chevron connaît bien. ^{27, 28, 29, 30}

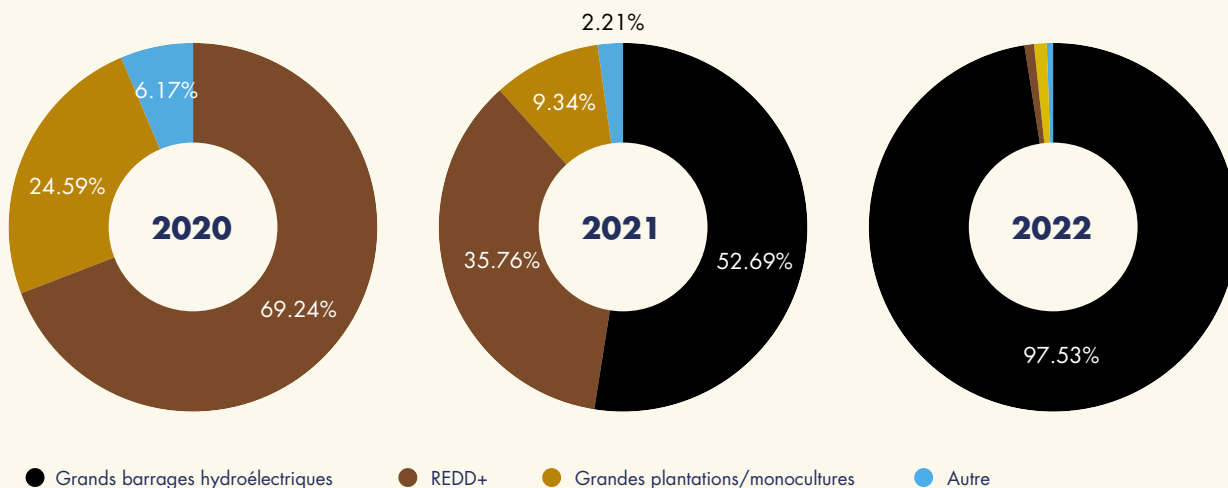
Chevron a également acheté des crédits substantiels par le biais d'autres normes et registres de projets du marché volontaire du carbone, tels que Cercarbono³¹ (CCA), ProClima (PCM – rebaptisé en 2022 BioCarbon Registry peu de temps après que ses normes ont été critiquées), ^{32, 33} et le Mécanisme de développement propre (MDP) – qui a été si largement discrédité³⁴ que l'article 6.4 de l'Accord de Paris a dû rétablir un nouveau « Mécanisme de développement durable » pour détourner l'attention de l'échec du MDP.

» Les compensations achetées par Chevron au moyen de grands barrages hydroélectriques n'entraînent pas de nouvelles réductions d'émissions

Près de 54 % (3 143 499) des crédits de compensation volontaire de Chevron (achetés par l'intermédiaire du CCA et du MDP) représentaient des crédits de compensation relatifs à de grands barrages hydroélectriques, n'ayant aucun sens puisqu'ils ne constituent pas de nouvelles compensations. ^{35, 36} Comme le soulignent l'Institut de gestion des GES (gaz à effet de serre) et l'Institut pour l'environnement de Stockholm, « les réductions d'émissions de GES seraient additionnelles si elles n'avaient pas eu lieu en l'absence d'un marché de crédits de compensation. Si les réductions avaient eu lieu de toute façon – c'est-à-dire sans aucune perspective pour les maîtres d'ouvrage de vendre des crédits de compensation carbone – alors elles ne seraient pas additionnelles... si les réductions de GES associées ne sont pas additionnelles, alors l'achat de crédits de compensation au lieu de réduire vos propres émissions aggraverait les effets du changement climatique ». ³⁷ De tels projets sont également connus pour leurs effets néfastes sur le plan social et environnemental. ³⁸

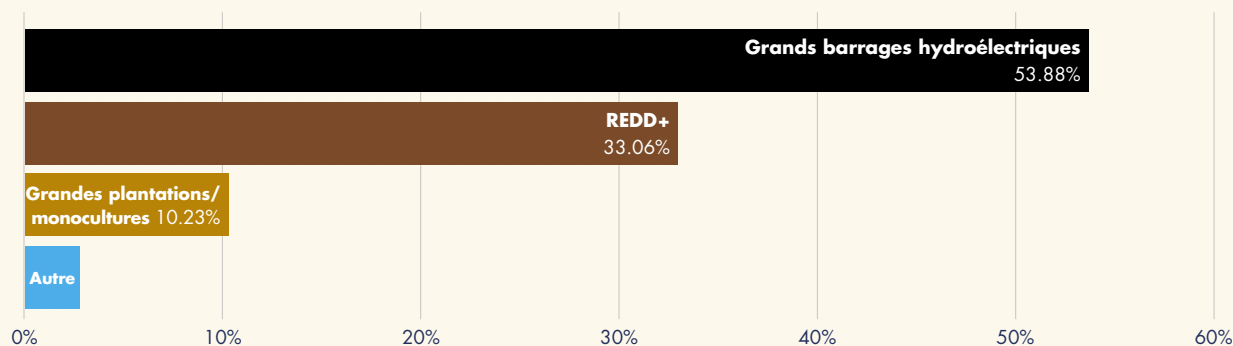
Il est révélateur que Chevron ait donné la priorité aux crédits de compensation achetés dans le cadre de ces projets de grands barrages hydroélectriques dénués de sens, et ce de plus en plus au cours des dernières années. En 2020, les grands projets hydroélectriques figuraient à peine dans son portefeuille de compensations carbone volontaires. Un an plus tard, ils représentaient plus de la moitié (52,69 %) de ses compensations carbone volontaires. Et en 2022, la quasi-totalité (97,53 %) des compensations carbone volontaires de Chevron représentaient des projets de grandes centrales hydroélectriques (voir les figures 4 et 5).

Figure 4: Type de compensations carbone volontaires achetées par Chevron 2020 – 2022



Source: Analyse de Corporate Accountability fondée sur la base de données AlliedOffsets. Voir la Méthodologie pour plus de détails sur les méthodes définition et d'évaluation de ces compensations.

Figure 5: La majorité des compensations carbone volontaires de Chevron entre 2020 et 2022 représentaient des projets de grands barrages hydroélectriques (autrement dit, pas de nouvelles réductions d'émissions)



Source: Analyse de Corporate Accountability fondée sur la base de données AlliedOffsets. Voir la Méthodologie pour plus de détails sur les méthodes définition et d'évaluation de ces compensations.

Des enquêtes continuent d'exposer les faiblesses fondamentales des compensations, mettant à mal l'idée qu'elles constituent un moyen viable de réduire les émissions au niveau mondial.^{39, 40} Il s'agit notamment d'un rapport universitaire publié en mars 2022, qui révèle que nombre des principaux registres du marché du carbone « accordent systématiquement un excédent de crédits à des projets et délivrent des compensations carbone douteuses ».^{41, 42}

Les compensations de Chevron sont non seulement de pacotille, mais en plus elles sont liées à des dommages dans les pays du Sud, favorisant ainsi un héritage raciste et néocolonial

Il est déjà assez grave que les compensations de Chevron ne soient pas susceptibles de conduire à des réductions d'émissions fiables. Pire encore, un grand nombre de ces projets de compensation ont été publiquement signalés comme étant liés à des préjudices, ce qui laisse supposer que ces projets sont susceptibles de provoquer des impacts sociaux et environnementaux négatifs, en particulier dans les pays du Sud.

Il s'agit notamment de projets tels que Proyecto Hidroeléctrico El Quimbo, Sogamoso Hydroelectric Project, Proyecto de Conservación Kaliawiri REDD+, Reforestation with Rubber on degraded lands of Colombia, Proyecto Forestal MAVALLE en plantaciones de Caucho natural – tous situés en Colombie (où la majorité des crédits de compensation de Chevron sont achetés).

Proyecto Hidroeléctrico El Quimbo

Sogamoso Hydroelectric Project (Projet hydroélectrique Sogamoso)

Ensemble, ces deux projets représentent plus de 37 % des compensations carbone volontaires retirées par Chevron entre 2020 et 2022.⁴³



Crédit photo: radionacional.co



Crédit photo : Mongabay

Proyecto Hidroeléctrico El Quimbo représente 15,59 % des compensations carbone volontaires de Chevron pour la période 2020-2022, malgré sa faible intégrité environnementale en tant que grand barrage hydroélectrique. Il est également accusé de ne pas avoir respecté les normes environnementales et sociales, et d'avoir causé des dommages à la communauté, qui continue de réclamer le respect de ses droits.^{44, 45, 46}

Représentant 21,7 % des compensations volontaires de Chevron entre 2020 et 2022, Sogamoso Hydroelectric Project, dont l'intégrité environnementale est faible, est également à l'origine de violations de normes environnementales et sociales depuis une dizaine d'années. Selon les rapports, plus de 16 000 personnes des communautés locales ont été affectées, dont 1 000 ont dû être relogées. Les personnes ayant résisté ont déclaré avoir subi des menaces, des disparitions, voire des meurtres qui seraient liés à l'opposition du barrage.^{47, 48, 49}

Proyecto de Conservación Kaliawiri REDD+

Selon Carbon Market Watch, le projet REDD+ de Kaliawiri a une base de référence gonflée en raison d'informations largement incorrectes sur la superficie de sa parcelle. Par exemple, d'après la documentation relative à la conception, le projet se trouverait dans une zone où les peuples autochtones ne sont pas présents, alors qu'elle se trouve en réalité sur des terres autochtones. Toujours d'après Carbon Market Watch, le projet est prétendument situé à la lisière de la forêt tropicale, dans des zones traditionnellement exposées au risque d'exploitation forestière et de déforestation. En réalité, la parcelle se trouve au cœur de la forêt et hors de ces zones de vulnérabilité. Enfin, les documents du projet indiquent une zone où il existe plus de routes que dans la zone réelle. Tous ces facteurs combinés suggèrent que la base de référence du projet est gonflée, créant ainsi un faux sentiment de risque accru de déforestation dans une zone qui est déjà protégée par les peuples indigènes conformément aux lois colombiennes sur la propriété forestière et qui est déjà à l'abri des menaces de déforestation.⁵⁰

Reboisement avec de l'hévéa sur les terres dégradées en Colombie

Les crédits de compensation de Chevron comprennent également de prétendus projets de reforestation qui sont de grandes monocultures d'hévéa destinées à l'extraction du latex (Reforestation with Rubber on degraded lands of Colombia, via VCS, et Proyecto Forestal MAVALLE en plantaciones de Caucho natural, via PCM). D'après une étude réalisée en 2018, les crédits carbone utilisés pour décourager la déforestation étaient évalués à tort entre 5 et 13 dollars américains, soulignant que « pour égaler les revenus générés par la conversion d'une forêt en plantation d'hévéas, ce chiffre devrait être porté entre 30 et 51 dollars par tonne de CO₂ ». ^{51, 52} Entre les deux projets susmentionnés, Chevron a retiré plus de 300 000 tonnes équivalent CO₂ à un maigre prix de 5 à 12 dollars américains par tonne de CO₂,⁵³ ce qui revient à sous-payer ses compensations de plusieurs millions de dollars américains et par conséquent n'empêche pas la déforestation. En outre, à l'instar de la norme VCS, la norme ProClima et le registre PCM associé, dont relève le projet de plantation d'hévéas MAVALLE, ont déjà été accusés en 2021 de fixer des prix artificiels pour « générer des millions de crédits carbone supplémentaires qui ne représenteront probablement pas de réels avantages environnementaux ». ^{54, 55} Pire encore, les grandes plantations comme celles-ci, contrairement aux forêts naturelles ou même secondaires (par exemple, celles qui sont replantées et laissées à leur croissance naturelle), nécessitent des habitats stériles, des récoltes fréquentes et parfois des défrichements, ce qui libère le carbone stocké dans l'atmosphère.⁵⁶ Ces plantations pourraient en fait créer des conditions aggravantes pour les écosystèmes locaux et la biodiversité et ne constituent pas des stratégies efficaces de compensation carbone.⁵⁷

Proyecto Forestal MAVALLE en plantaciones de Caucho natural

Les exemples relativement peu nombreux d'impact sur les communautés énumérés dans le présent document ne sont en aucun cas exhaustifs. Ils ne sont qu'une ébauche de l'humanité qui est en jeu avec de tels des projets. Nos recherches suggèrent que jusqu'à **40 % des compensations achetées par Chevron sur le marché volontaire du carbone ne sont pas seulement des pacotilles, mais également liées à des allégations d'impacts sociaux et environnementaux négatifs.**

Notamment, la quasi-totalité des projets de compensation de Chevron sont basés dans les pays du Sud (Colombie, Inde, Sierra Leone, pour n'en citer que quelques-uns), avec des implications racistes et néocoloniales qui méritent d'être analysées. Les communautés des pays du Sud subissent déjà les effets dévastateurs d'une crise climatique que Chevron a largement contribué à alimenter (Chevron est l'une des vingt entreprises de combustibles fossiles collectivement responsables d'un tiers des émissions mondiales).⁵⁸ Cette entreprise investit dans des projets de compensation basés dans les pays du Sud qui accaparent des terres et des ressources naturelles et risquent de déplacer des communautés. Comme le montre cette analyse, ces projets peuvent ne pas apporter une contribution significative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et nombre d'entre eux sont liés à des allégations de préjudices divers pour les communautés ou les écosystèmes locaux.

Lorsque les actions de Chevron ne témoignent pas d'un engagement à réduire considérablement ses émissions à la source et d'arrêter l'expansion des combustibles fossiles, elle produit des émissions évitables qui contribueront à bloquer le réchauffement de la température qui, à son tour, provoquera des catastrophes liées au changement climatique plus meurtrières et plus fréquentes, dont certaines de ces mêmes communautés des pays du Sud et de première ligne seront les plus touchées. Ainsi, l'héritage du racisme et du colonialisme du carbone se perpétue à travers la version négligente de « l'action climatique » de Chevron.

Le principal projet CCUS de Chevron : un échec

Outre les compensations de pacotille, Chevron promeut son investissement dans la CCUS comme essentiel pour atteindre son objectif de « zéro émission nette » (voir l'encadré 1 pour un rappel des nombreux échecs de la CCUS). En 2021, elle a même lancé une nouvelle branche – Chevron New Energies – tout en proclamant qu'elle investirait 10 milliards de dollars dans des « projets à faible émission de carbone »,⁵⁹ en mettant fortement l'accent sur la CCUS.⁶⁰ Toutefois, il n'a pas été prouvé que le déploiement de la CCUS par Chevron conduisait systématiquement aux réductions d'émissions promises. L'un des projets qu'elle dirige et qu'elle met le plus en avant sur son site web – le projet Gorgon au large de la côte nord-ouest de l'Australie –⁶¹ en est la parfaite illustration.

De l'aveu même de Chevron, le projet Gorgon n'a pas réussi à atteindre les objectifs fixés en matière de captage de CO₂,⁶² avec une sous-performance d'environ 50 %.⁶³ Plus récemment, le projet a été associé à une augmentation des émissions et en avril 2023, la nouvelle s'est répandue que « les émissions provenant du projet d'exploitation gazière Gorgon de Chevron au large de l'Australie occidentale ont connu une augmentation de plus de 50 %, malgré le fait qu'il abrite le plus grand système industriel de captage et de stockage du carbone au monde. »⁶⁴

Comme le note l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA) (Institut pour l'économie de l'énergie et l'analyse dans ses rapports environnementaux sur le projet Gorgon entre 2015 et 2020, les échecs du projet Gorgon sont « typiques des risques techniques liés aux projets de Captage et stockage du CO₂ (CSC)... On ne saurait trop insister sur l'ampleur de l'échec technique du projet CSC de Gorgon. La situation amène à se poser la question suivante : si les ingénieurs des bailleurs de fonds du projet – les grandes compagnies pétrolières Chevron, Shell et Exxon – ne peuvent pas faire fonctionner le CSC comme prévu, qui le pourra ?^{65, 66}

Encadré 1: Les nombreux échecs des compensations carbone et du captage, utilisation et stockage du carbone

Pour en savoir plus sur les raisons pour lesquelles les compensations carbone ainsi que le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) ne sont pas des solutions climatiques viables et risquent de nuire gravement aux communautés et aux écosystèmes, consultez les ressources suivantes :

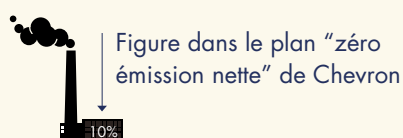
1. [The Land Gap Report \(2022\)](#).
2. [Fossil futures built on a house of cards- Report on the voluntary carbon market \(2022\)](#).
3. [Chasing carbon unicorns: The deception of carbon markets and "net zero"\(2021\)](#).
4. [The carbon capture crux: Lessons learned \(2022\)](#).
5. [Top 5 reasons Carbon Capture and Storage \(CCS\) is Bogus \(2021\)](#).
6. [On the sustainability of CO2 storage through CO2-enhanced oil recovery \(2020\)](#).

» Chevron omet plus de 90 % de ses émissions dans son « aspiration » 'zéro émission nette'

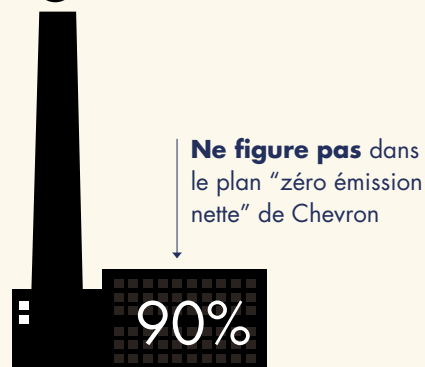
L'absurdité de tout cela repose sur la proportion relativement infime des émissions de Chevron que ces compensations erronées et ces programmes CCUS sont censés traiter. Certes, Chevron est prompte à présenter son engagement « zéro émission nette » comme une preuve de sa détermination à lutter contre le changement climatique, mais son engagement « zéro émission nette » n'est 1) qu'une « aspiration », comme cela est soigneusement indiqué sur son site web ;⁶⁷ et 2) ne s'applique qu'aux émissions de type Scope 1 (résultant de l'exploitation des installations/équipements/véhicules/bâtiments que Chevron possède) et aux émissions de type Scope 2 (produites par l'énergie que Chevron utilise), et non aux émissions de type Scope 3 (causées par l'utilisation finale des produits de Chevron – le pétrole et le gaz vendus) – voir la figure 6 ci-dessous.

Figure 6:

L'aspiration « zéro émission nette » de Chevron ne prend pas en compte plus de 90 % de ses émissions totales.



Émissions de Chevron de type scope 1+2 = 57 mtCO₂e



Émissions de Chevron de type scope 3 = 668 mtCO₂e

Même si la pléthore de défaillances associées à ces systèmes de compensation et à ces projets de CCUS pouvaient être résolues dans leur totalité, et même si l'intégrité environnementale, les droits de l'homme et la protection des communautés pouvaient être entièrement garantis et la quantité d'émissions annoncée entièrement réduite, étant donné que son engagement en faveur de l'objectif « zéro émission nette » ne vise que ses émissions de type Scope 1 et 2, ces réductions ne concerneraient au mieux que 10 % de l'empreinte totale des émissions de Chevron, laissant en principe 90 % de l'empreinte carbone de Chevron s'étendre davantage (Scope 3).

Mais la réalité est encore plus sombre. Selon le rapport 2022 sur le développement durable de l'entreprise, publié récemment, ses émissions sont en hausse par rapport à l'année précédente.⁶⁸ En 2022 : Les émissions totales de gaz à effet de serre de Chevron s'élevaient à 725 millions de tonnes d'équivalent CO₂, contre 672 l'année précédente.⁶⁹ En même temps qu'elle augmente sa production à forte intensité d'émissions, elle prévoit d'en compenser moins de 2 %, soit seulement 10 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (contre les 13 millions promis l'année précédente), ce qui ne représente que la partie visible de l'iceberg.

Au lieu d'être prises au pied de la lettre, les promesses « zéro émission nette » de Chevron pourraient être considérées comme ne conduisant pas à des réductions d'émissions pertinentes et susceptibles de causer des dommages, jusqu'à preuve du contraire. Et comme le montre la section suivante, ce programme d'action climatique trompeur masque ce qui s'apparente à une tromperie plus large : Chevron a l'intention de maximiser l'expansion dans une quête insouciante de profits.



» Méthodologie pour déterminer la qualité des compensations carbone volontaires de Chevron

En 2020, 2021 et 2022, les compensations carbone retirées par Chevron sur le marché volontaire du carbone se sont élevées à 5 834 022, soit 5,83 MtCO₂e.⁷⁰ En nous référant à la base de données AlliedOffsets, nous avons d'abord analysé combien de compensations retirées Chevron avait achetées, pour quels projets et par registre. Nous avons ensuite classé les projets en fonction de leur faible intégrité environnementale (de pacotille) et/ou de l'existence d'allégations, de preuves ou d'accusations d'impacts environnementaux ou sociaux négatifs. Les définitions et évaluations suivantes ont été utilisées pour déterminer si ces projets étaient liés à des crédits à faible intégrité environnementale (c.-à-d. de mauvaise qualité) et/ou à des impacts environnementaux ou sociaux négatifs, ou encore s'ils étaient d'« autres » natures :

Les projets de compensation à faible intégrité (c'est-à-dire de pacotille) environnementale sont des projets :

Certifiés par une norme dont la faible intégrité environnementale a été démontrée.

Cas correspondant : Norme VCS

À la suite d'une enquête internationale menée en 2022, qui s'appuie sur trois études différentes évaluées par des pairs et portant sur 79 projets certifiés VCS, il a été constaté que^{71, 72, 73} 90 % des crédits VCS présentaient une faible intégrité environnementale en raison de lacunes en matière d'additionnalité et de fuites.⁷⁴ Les études mettent particulièrement en évidence les lacunes des projets REDD+ dans les régions tropicales. D'après ces données, 1 894 284 des crédits de compensation de Chevron étaient inscrits au registre VCS de Verra, et 99 % d'entre eux étaient des projets REDD+ dans des régions tropicales. Les données finales ont été adaptées de manière à tenir compte du déficit de 90 %, et la différence a été déplacée de « faible intégrité environnementale » à « autre » (par exemple, ne pouvant être classée comme ayant une faible intégrité environnementale ou ayant des impacts environnementaux ou sociaux négatifs).

Présumés de faible intégrité environnementale en raison de leur incapacité à démontrer leur performance en matière d'intégrité du marché, d'additionnalité, de fuites et/ou de permanence.

Cas correspondant : Grandes centrales hydroélectriques ; Grandes plantations/monocultures ; Prix ou intégrité du projet

Grands barrages hydroélectriques :

Les grands barrages hydroélectriques sont historiquement connus pour leur incapacité à garantir l'additionnalité, étant donné que la grande majorité d'entre eux ont été et seront mis en œuvre indépendamment de leur affiliation à un système de compensation carbone ou à un registre.^{75, 76, 77} Une centrale hydroélectrique est considérée grande si elle a une capacité d'au moins 30 MW.⁷⁸ D'après ces données, Chevron a retiré 3 146 039 de compensations en projets hydroélectriques. À l'exception de *Providencia III: Petite centrale hydroélectrique de 9.11 MW* (2 540 crédits), les autres projets hydroélectriques de Chevron (3 143 499 crédits) entre 2020-2022 ont une capacité de d'au moins 30 MW. Cela signifie que 99,9 % des compensations carbone en projets hydroélectriques de Chevron sont liées à de grandes centrales hydroélectriques et sont des présumés projets de compensation à faible intégrité environnementale.

Plantations à grande échelle/monocultures :

Trois des projets de compensation de Chevron comprennent des plantations d'arbres commerciaux à grande échelle ; des monocultures d'hévéa pour l'extraction de latex (*Reforestation with Rubber on degraded lands of Colombia*, via VCS, et *Proyecto Forestal MAVALLE en plantaciones de Caucho natural*, via PCM) et des plantations de pins et d'eucalyptus pour l'exploitation du SKCarbono via CCA. Les grandes plantations comme celles-ci, contrairement aux forêts naturelles ou même secondaires (par exemple, celles qui sont replantées et laissées à leur croissance naturelle), nécessitent des habitats stériles, des récoltes fréquentes et parfois des défrichements, tous les 10 à 20 ans, pour libérer le carbone stocké dans l'atmosphère.⁷⁹ Les plantations à grande échelle destinées à la récolte ne constituent pas une stratégie efficace de compensation des émissions de carbone en raison des problèmes liés à la non-permanence et au potentiel d'émissions résultant du changement d'affectation des terres.^{80, 81} Dans le cas de SKCarbono, il s'agit d'un projet concernant les plantations de pins et d'eucalyptus de Smurfit Kappa (SK) en Colombie, mené par l'intermédiaire de sa filiale Reforestadora Andina S.A.⁸² Outre leur faible intégrité environnementale, ces arbres sont également envahissants et exotiques pour la flore et la faune colombiennes.⁸³ La description du projet de SKCarbono indique non seulement que la plantation est destinée à la récolte, mais aussi que le projet ne durera que de 2010 à 2039.⁸⁴ On est loin de l'intégrité environnementale nécessaire pour stocker le carbone de manière considérable sur de longues périodes et, par conséquent, loin de la possibilité d'obtenir des compensations pertinentes.

Intégrité du prix ou de la description du projet :

Selon Carbon Market Watch, les promoteurs du projet REDD+ de *Kaliawiri* ont gonflé la base de référence du projet en fournissant des informations largement incorrectes sur la superficie de la parcelle.⁸⁵ Par exemple, d'après la documentation relative à la conception, le projet se trouverait dans une zone où les peuples autochtones ne sont pas présents, alors qu'elle se trouve en réalité sur des terres autochtones. Le projet est prétendument situé à la lisière de la forêt tropicale, des zones traditionnellement exposées au risque d'exploitation forestière et de déforestation. La parcelle se trouve en réalité au cœur de la forêt et hors de ces zones de vulnérabilité. Enfin, les documents du projet indiquent une zone où il existe plus de routes que dans la zone réelle de Kaliawiri. Tous ces facteurs combinés suggèrent que la base de référence du projet est gonflée, créant ainsi un faux sentiment de risque accru de déforestation dans une zone qui est déjà en réalité protégée par les peuples indigènes conformément aux lois colombiennes sur la propriété forestière et assez loin des menaces de déforestation. Combined, all these factors suggest that the project's baseline is inflated, thereby creating a false sense of heightened risk for deforestation in an area which is in fact already protected by Indigenous peoples per Colombian forest tenure laws, and in fact quite far from threats to deforestation.

Les crédits de compensation de Chevron comprennent également des projets de reforestation qui sont en réalité de grandes monocultures d'hévéa destinées à l'extraction du latex (*Reforestation with Rubber on degraded lands of Colombia*, via VCS, et *Proyecto Forestal MAVALLE en plantaciones de Caucho natural*, via PCM). D'après une étude réalisée en 2018, les crédits carbone utilisés pour décourager la déforestation étaient évalués entre 5 et 13 dollars américains, soulignant que « pour égaler les revenus générés par la conversion d'une forêt en plantation d'hévéas, ce chiffre devrait être porté entre 30 et 51 dollars par tonne de CO₂ ». ⁸⁶ Entre les deux projets susmentionnés, Chevron a retiré plus de 300 000 tonnes équivalent CO₂ à un maigre prix de 5 à 12 dollars américains par tonne de CO₂, ce qui revient à sous-payer ses compensations de plusieurs millions de dollars américains et à contribuer vraisemblablement à la déforestation. En outre, à l'instar de la norme VCS, la norme ProClima et le registre PCM associé, dont relève le projet de plantation d'hévéas MAVALLE, ont déjà été accusés en 2021 de fixer des prix artificiels pour « générer des millions de crédits carbone supplémentaires qui ne représenteront probablement pas de réels avantages environnementaux ». ^{87, 88}

L'impact environnemental et social négatif est identifié pour des projets où il existe des preuves, des accusations ou des affirmations basées sur des données existantes ou des informations accessibles au public :

Dégradation ou destruction de l'environnement ; impacts sociaux ou économiques négatifs ; déplacements ; opposition sociale ou communautaire due au fait que le projet ne respecte pas les droits ou les ressources de la communauté ; ou violence à l'encontre des communautés.

Cas correspondant : Proyecto Hidroeléctrico El Quimbo ; Sogamoso Hydroelectric Project ; SKCarbono

Les grands barrages hydroélectriques ont presque toujours été associés à des impacts sociaux et économiques négatifs dans un rayon de 50 km. ⁸⁹ Des organisations du monde entier ont plaidé à maintes reprises pour que les grands projets hydroélectriques soient retirés des systèmes de marché du carbone en raison des dommages sociaux et environnementaux qu'ils entraînent régulièrement. ⁹⁰ Les compensations de Chevron ne font pas exception – nos recherches suggèrent que la grande majorité de ses crédits de compensation en projets hydroélectriques sont liés à des projets ayant été jugés néfastes pour les communautés et la biodiversité. Par exemple, le **Proyecto Hidroeléctrico El Quimbo** représente 15,59 % des crédits de compensation volontaires de Chevron pour la période 2020-2022, bien qu'il n'ait pas respecté les normes élevées d'intégrité environnementale des crédits de compensation et qu'il ait été accusé de manquements en matière de conformité environnementale et sociale, ainsi que de dommages préjudiciables à la communauté qui réclame toujours que ses droits soient respectés. ^{91, 92, 93} **Sogamoso Hydroelectric Project**, un autre grand barrage hydroélectrique, qui représente 21,7 % des compensations volontaires de Chevron au cours de la même période, a également été à l'origine de violations de normes environnementales et sociales depuis une dizaine d'années. Selon les rapports, plus de 16 000 personnes des communautés locales ont été affectées, dont 1 000 ont dû être relogées. Les personnes ayant résisté ont déclaré avoir subi des menaces, des disparitions, voire des meurtres qui seraient liés à l'opposition du barrage. ^{94, 95}

Le projet de compensation **SKCarbono** de Chevron, via le registre CCA, est un projet de compensation carbone de Smurfit Kappa (SK) (via sa filiale Reforestadora Andina S.A. ⁹⁶), l'une des plus grandes entreprises d'emballage de produits responsables de décennies de déforestation et de pollution en Colombie. ^{97, 98} En 2021, l'entreprise a émis des obligations vertes, dans le cadre d'une tendance industrielle de plus en plus courante permettant à d'autres entreprises de les acheter en échange de la compensation de leurs émissions. ^{99, 100} Cependant, le programme d'obligations de SK ne prend en compte que les émissions de type Scopes 1 et 2, ¹⁰¹ autrement dit, l'entreprise peut continuer à exploiter les forêts tropicales en échange de monocultures, à endommager les écosystèmes et à violer les droits humains et collectifs tout au long de sa chaîne d'approvisionnement – conformément aux préoccupations exprimées par le Rapporteur spécial du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) sur les défenseurs des droits de l'homme – tout en fournissant des crédits sans valeur à des acheteurs tels que Chevron. ^{102, 103} Les grandes plantations comme celles-ci, contrairement aux forêts naturelles ou même secondaires (par exemple, celles qui sont replantées et laissées à leur croissance naturelle), nécessitent des habitats stériles, des récoltes fréquentes et parfois des défrichements, souvent tous les 10 à 20 ans. ¹⁰⁴ Ces plantations peuvent en fait créer des conditions cumulatives aggravantes pour les écosystèmes locaux et la biodiversité. ¹⁰⁵

Autre:

Les projets classés dans la catégorie « Autres » n'ont pas pu être évalués comme ayant une faible intégrité environnementale ou des incidences sociales ou environnementales négatives. Certains d'entre eux pourraient être des projets de compensation carbone dont l'intégrité environnementale est plus élevée, ou des projets dont l'intégrité environnementale est faible, mais pour lesquels nous ne disposons pas de suffisamment d'informations pour les classer. Ces projets ont été écartés principalement parce qu'ils étaient associés à des montants de compensation très faibles ; par conséquent, selon notre analyse des données AlliedOffsets, ils ne représentaient qu'une petite partie des compensations totales de Chevron. Toutefois, en raison du manque d'informations adéquates pour évaluer certains de ces projets, il est probable que cette recherche sous-estime le pourcentage total des compensations volontaires de Chevron sur le marché du carbone dont l'intégrité environnementale est faible.

La tête dans les sables (bitumineux) : Les projets d'expansion imprudente de Chevron ignorent la nécessité d'éliminer progressivement les combustibles fossiles

Chevron consacre des millions à essayer de persuader les décideurs, les actionnaires et le public que l'action climatique lui tient à cœur.^{106, 107} Pourtant, un examen plus approfondi des moindres détails de ses plans d'entreprise révèle une toute autre histoire : qui ressemble à un discours de relations publiques écoblanchi masquant des plans d'entreprise qui sont complètement en déphasage avec les avertissements désastreux des données scientifiques sur le climat.

Selon le rapport *Investing in Disaster* publié en novembre 2022, l'analyse des décisions finales d'investissement de Chevron indique que les émissions de type Scope 3 cumulées de l'expansion pétrolière et gazière de l'entreprise pour la période 2022-2025 devraient s'élever à environ 1 499 millions de tonnes de CO₂.¹⁰⁸

Les émissions projetées par Chevron sont équivalentes aux émissions annuelles de 364 centrales électriques au charbon,¹⁰⁹ et supérieures aux émissions de 10 pays européens combinées pour une période similaire de trois ans (voir la figure 7 et figure 8).

Figure 7:

Les émissions projetées par Chevron (2022-2025) dépassent les émissions de 10 pays européens combinés (2017-2020)

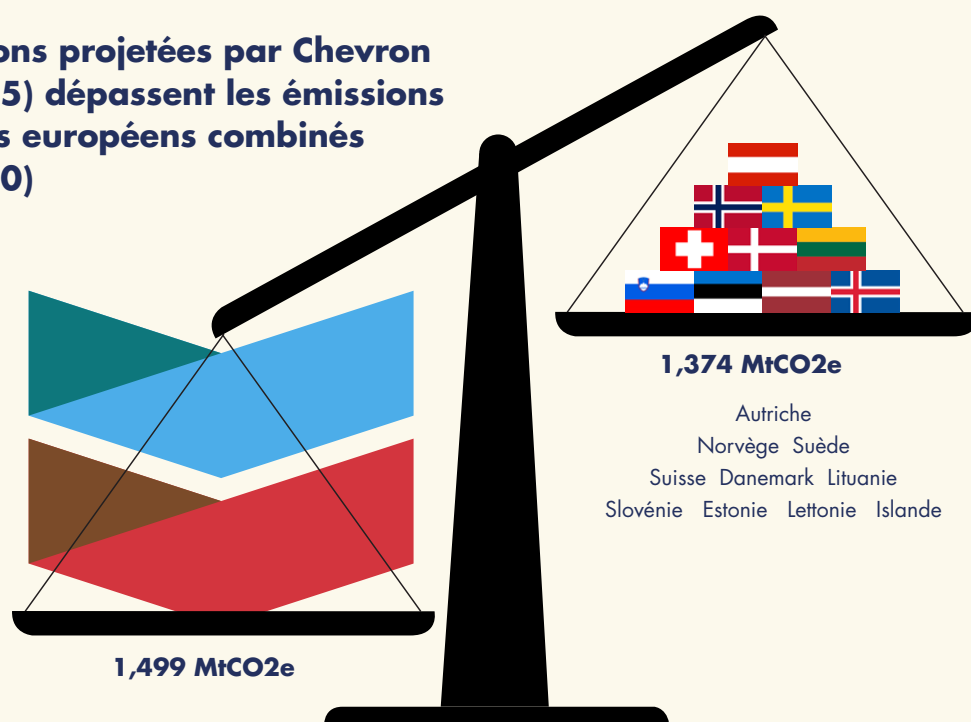


Figure 8: Émissions projetées sur trois ans pour Chevron (2022 – 2025) comparées aux émissions des pays (2017 – 2020)

Polluter	Emissions (MtCO ₂ e)
Chevron 2022 – 2025	1,499.00

Par rapport à :

Pays 2017 – 2020	Émissions (MtCO ₂ e)
Espagne	1,260.67
Institut	719.92
République tchèque	494.97
Belgique	457.57
Grèce	348.35
Nouvelle-Zélande	320.36
Autriche	313.68
Portugal	258.77
Hongrie	256.88
Irlande	241.99
Finlande	211.63
Norvège	206.07
Suède	202.35
Danemark	189.61
Suisse	183.28
République slovaque	161.08
Lituanie	81.23
Slovénie	68.21
Estonie	67.28
Lettonie	43.52
Islande	18.85

Les émissions sont présentées en MtCO₂e.
Source: l'Organisation de coopération et de développement économiques.¹¹⁰

Il est clair que l'expansion des combustibles fossiles ne peut plus se poursuivre si l'on veut avoir une chance d'avoir une planète vivable.^{111, 112} Pourtant, d'ici à 2030, Chevron prévoit d'investir 57,4 milliards de dollars américains dans l'expansion pétrolière, ce qui la place en deuxième position, juste derrière ExxonMobil.¹¹³ Pour mettre les choses en perspective, Chevron prévoit d'allouer l'équivalent des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) du Sri Lanka en 2021, soit 88,93 milliards de dollars, uniquement à la partie expansion de son portefeuille.¹¹⁴

L'ampleur de l'expansion envisagée prend tout son sens si l'on considère la portée mondiale de cette production. Comme le montre la figure 9, au cours de la période la plus récente (1^{er} juillet 2020-30 juin 2021), Chevron produisait des hydrocarbures à hauteur de 1 322,28 millions de barils équivalent pétrole par jour (Mbep) dans 21 pays, étendait ses activités pétrolières dans huit pays, avec une projection de 5 421,96 Mbep supplémentaires, et menait des activités d'exploration dans 24 pays.¹¹⁵ Cette expansion imprudente comprend, entre autres, des plans visant à augmenter la production de pétrole brut dans le bassin Permien des États-Unis et au Kazakhstan de 42 % (700 000 barils par jour à 1 million)¹¹⁶ en 2023.

Dans l'ensemble, cette activité implique un dépassement d'au moins 52,4 % par rapport au scénario « zéro émission nette » de l'Agence internationale de l'énergie d'ici à 2050, un chiffre optimiste et donc probablement conservateur.^{117, 118}

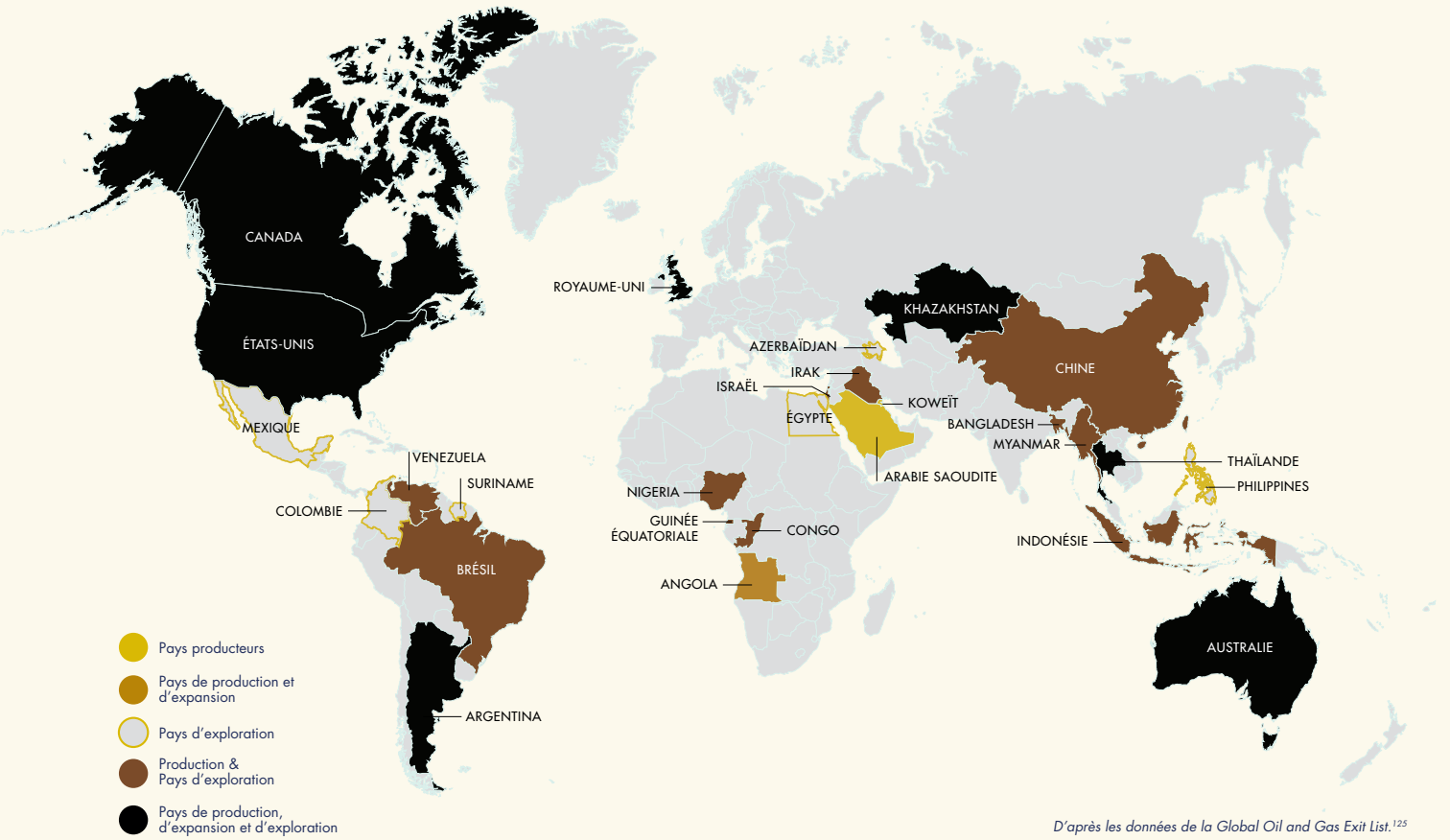
Investissements dans les énergies renouvelables et vertes exagérés

L'image « verte » que Chevron s'attribue provient en partie de ses relations publiques qui insistent sur le fait qu'elle investit dans un avenir à faible émission de carbone. Chevron a été présentée comme « la première grande compagnie pétrolière américaine à investir dans l'énergie éolienne ». ¹¹⁹ En 2022, elle a même acquis une société spécialisée dans les énergies renouvelables.¹²⁰

Selon InfluenceMap, près de la moitié des communications publiques de Chevron comportent des allégations écologiques.¹²¹ Prenons, par exemple, une vidéo publicitaire de décembre 2022 de Chevron Renewable Energy Group, qui, en l'espace de 75 secondes, affirme qu'il s'agit d'un « pionnier de l'innovation et d'une force positive pour le bien » qui « se consacre au changement et s'engage à tenir la promesse d'une planète à plus faible émission de carbone », soulignée par son engagement à « mener la transformation vers les carburants renouvelables » et à « accélérer la transformation vers les carburants renouvelables » tout en « favorisant un changement positif dans le monde entier ». ¹²²

Il s'agit là de prétentions tout à fait louables de la part d'une entreprise qui investit un maigre 0,23 % de ses dépenses en capital dans des investissements à faible émission de carbone, dont environ la moitié ne peut être associée de manière crédible à une « faible émission de carbone » puisqu'elle inclut des technologies de captage et de stockage du carbone, dont la viabilité est largement contestée (voir l'encadré 1 pour en connaître les raisons).¹²³ Il n'est donc pas étonnant qu'une plainte ait été déposée par la Commission Fédérale du Commerce (FTC) contre Chevron, suggérant qu'elle se serait livrée à une pratique « trompeuse et illégale » avec ses déclarations qui surestiment ses investissements dans les énergies renouvelables et les plans de réduction de la pollution.¹²⁴ Certes, ses relations publiques présentent l'image d'une entreprise soucieuse de l'environnement et de l'humanité, cependant ses projets d'expansion pétrolière et gazière, en particulier à la lumière des dernières données scientifiques sur le climat, ne pourraient être plus éloignés de cette réalité.

Figure 9: Carte de la production pétrolière actuelle de Chevron, de ses projets d'expansion et d'exploration



4. L'action climatique ?

Détrompez-vous. Chevron est l'un des pires enrayeres de la politique climatique

Chevron, l'entreprise de combustibles fossiles détenue par des investisseurs et responsable de la plus grande part des émissions mondiales,¹²⁶ semble utiliser ses fausses promesses de « zéro émission nette » et son achat de compensations de pacotille pour dissimuler les données scientifiques sur le climat et étendre de manière imprudente son expansion dans le domaine des combustibles fossiles. Ces tactiques, pour sournoises qu'elles soient, peuvent constituer des manœuvres dans un jeu encore plus sale.

Non seulement Chevron semble tromper le public et ses actionnaires sur son « éco-responsabilité », mais elle joue également un rôle central dans l'affaiblissement de la réponse mondiale au changement climatique, en l'érodant autant que possible.

Des centaines de millions de dollars de lobbying à sa disposition

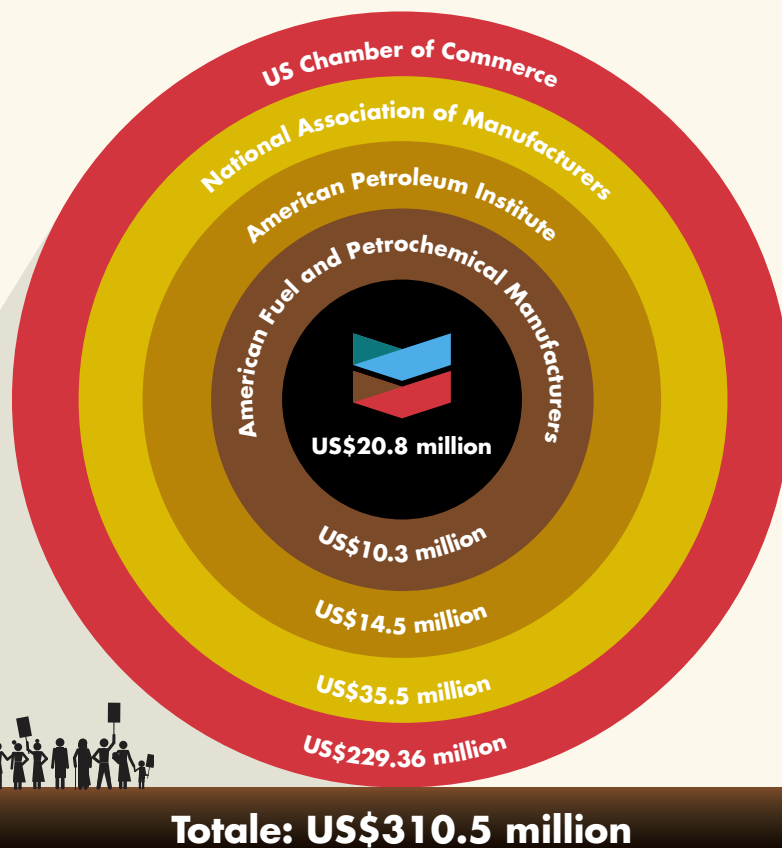
Certes l'industrie des combustibles fossiles est généralement tristement célèbre pour son argent noir, l'achat de systèmes politiques et la manipulation des politiques,^{127, 128, 129} mais Chevron se distingue parmi les plus viles¹³⁰ – c'est l'entreprise de combustibles fossiles la plus mal alignée sur l'Accord de Paris et elle se classe parmi les trois lobbyistes les moins responsables en matière de climat parmi les grandes entreprises de combustibles fossiles.¹³¹

Un bref coup d'œil sur ses dépenses de lobbying ne donne qu'un aperçu d'une machine de lobbying plus profonde et plus insidieuse. Entre 2020 et 2022, ses déclarations de lobbying montrent que Chevron a dépensé individuellement 20,8 millions de dollars (20 780 000 dollars) en lobbying *uniquement* aux États-Unis.¹³² Ce chiffre ne reflète pas la force de lobbying globale des groupes industriels que Chevron aide à diriger et dont elle est membre, alors que c'est là que se fait une grande partie du lobbying de l'industrie des combustibles fossiles.^{133, 134, 135}

Par exemple, la Chambre de commerce des États-Unis, dont Chevron est membre du conseil d'administration,¹³⁶ a dépensé 229,4 millions (226 360 000) de dollars en lobbying au cours de la même période.¹³⁷ Le total cumulé des dépenses de lobbying de trois des associations commerciales avec lesquelles Chevron se targue d'être partenaire sur son site web¹³⁸ ajoute 60,3 millions (60 297 618) de dollars¹³⁹ – voir la figure 10. Certes, tous ces fonds de lobbying ne servent pas exclusivement à promouvoir le programme de Chevron, mais nous savons que les groupes commerciaux industriels constituent l'un des principaux outils dont disposent les entreprises de combustibles fossiles pour affaiblir la politique climatique, et que les groupes dont Chevron est membre de la gouvernance ou avec lesquels elle se vante d'être partenaire sont susceptibles de passer beaucoup de temps à travailler pour le compte de Chevron.

Figure 10:

Un aperçu de la puissance du lobbying de Chevron (2020 – 2022)



» Les détails de la politique : Chevron a exercé des pressions sur plus de 150 projets de loi ou questions aux États-Unis en 2022]

L'analyse de ses déclarations de lobbying révèle qu'en 2022, Chevron a fait pression sur le gouvernement américain sur plus de 150 projets de loi ou questions. Nombre des politiques sur lesquelles Chevron a fait pression auraient soit renforcé la responsabilité climatique et les activités de réduction des émissions, soit, à l'inverse, évincé les vraies solutions au profit de distractions dangereuses telles que les compensations carbone et le CCUS, sur lesquelles Chevron s'appuie pour faire promouvoir sa tromperie. L'encadré 2 ci-dessous résume quelques-uns des projets de loi sur lesquels Chevron a exercé un lobbying direct en 2022, ainsi que leurs implications potentielles pour l'action climatique.

Encadré 2: Exemples de politiques américaines sur lesquelles Chevron a fait pression en 2022 et leurs implications

En 2022, Chevron a exercé un lobbying direct auprès des gouvernements américains sur plus de 150 politiques ou questions politiques. Voici un examen plus approfondi de trois d'entre elles et de ce que Chevron avait à y gagner ou à y perdre.

La loi « Save Our Future Act »

La loi « Save Our Future Act » (sauver notre avenir) est une proposition de loi fédérale présentée par le sénateur Sheldon Whitehouse en 2021. Si elle est adoptée, le projet de loi imposera une taxe sur les combustibles fossiles, notamment le charbon, les produits pétroliers et le gaz naturel, ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre, notamment les émissions de dioxyde de carbone et de méthane, ciblant ainsi les grandes entreprises. Les recettes collectées seraient distribuées à travers les États-Unis, notamment aux nations tribales, aux communautés de justice environnementale (les plus touchées par les dommages et les risques environnementaux) et à des millions de ménages américains, afin de les aider à compenser les coûts associés à la transition vers des énergies propres. L'objectif ultime de la loi est de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de remédier aux conséquences les plus graves du changement climatique sur l'environnement, la santé publique et l'économie.^{140, 141}

Les géants des combustibles fossiles, comme Chevron, ont fait pression sur cette loi. Si elle est adoptée, cette loi menacera le rapport coût-bénéfice de Chevron. Non seulement la loi imposerait une taxe carbone sur les produits issus des combustibles fossiles, mais elle augmenterait également les coûts d'exploitation des grands pollueurs. En fin de compte, cette loi contribuerait à décourager l'utilisation des combustibles fossiles et à promouvoir le passage aux énergies renouvelables, menaçant ainsi l'ensemble du modèle d'entreprise de Chevron, qui tire profit de la pollution depuis des décennies.

Loi sur la sûreté des pipelines

La loi sur la sûreté des pipelines est un projet de loi qui exigerait du Bureau américain de la sécurité et de l'environnement (BSEE) « d'améliorer la réglementation relative aux oléoducs et aux gazoducs en mer, de garantir l'intégrité des oléoducs en activité et de traiter les risques sécuritaires et environnementaux associés à la mise hors service des oléoducs ».¹⁴²

Le littoral des États-Unis est truffé de milliers de kilomètres d'oléoducs et de gazoducs anciens qui n'ont pas été correctement mis hors service. Par exemple, environ 29 000 km d'oléoducs sont restés échoués sur les fonds marins du Golfe du Mexique,¹⁴³ une région où Chevron est l'un des principaux détenteurs de baux.¹⁴⁴ Ces pipelines représentent un risque majeur pour les écosystèmes marins, et les compagnies pétrolières et gazières n'ont eu aucune obligation légale de les retirer correctement, et encore moins de s'attaquer à ces risques. Les modifications réglementaires proposées par le BSEE exigeraient des propriétaires de pipelines tels que Chevron et ses filiales qu'ils procèdent à des inspections régulières et détectent les fuites, qu'ils facturent à ces sociétés entre 1 000 et 10 000 dollars américains par an et par 1,6 kilomètre environ de pipeline sur le fond marin et, entre autres dispositions, qu'ils renforcent les évaluations des risques environnementaux et les mesures de sauvegarde en matière d'opérations pétrolières et gazières.¹⁴⁵ La loi ne représente pas seulement une charge financière pour l'entreprise Chevron, mais aussi une source potentielle de surveillance accrue des risques environnementaux existants qu'elle a très probablement négligés pendant des décennies, ce qui expliquerait pourquoi elle a régulièrement exercé des pressions sur ce projet de loi.

Loi sur la réduction de l'inflation

La loi sur la réduction de l'inflation (IRA) oriente en partie les dépenses fédérales vers les industries énergétiques, entre autres secteurs, par le biais de diverses dispositions. L'une des dispositions remarquables de la loi stipule qu'une tonne de CO₂ extraite d'une cheminée et réinjectée dans le sol à des fins de récupération améliorée du pétrole – une pratique bien connue des géants du pétrole et du gaz qui consiste à pomper davantage de pétrole qu'ils n'auraient pas pu obtenir autrement – vaudrait désormais 60 dollars américains de crédits au lieu de 45.¹⁴⁶ Ce montant s'élève à 85 dollars pour le carbone stocké de manière permanente. En 2022, 29 installations pétrolières, gazières et pétrochimiques aux États-Unis ont proposé de nouveaux projets de CSC éligibles à ces crédits.¹⁴⁷

Cependant, l'IRA ne prend pas suffisamment en compte les risques environnementaux à long terme du CSC et, en fait, baisse les barrières empêchant de nombreuses installations de CSC de bénéficier de ces crédits. La raison de cet oubli est à bien des égards due au lobbying intensif des géants du pétrole et du gaz,¹⁴⁸ dont Chevron n'est pas le moindre.¹⁴⁹ En fait, les grandes compagnies pétrolières ont vu dans cette loi une nouvelle opportunité commerciale d'augmenter leurs marges bénéficiaires.^{150, 151}

Si nous examinons les dépenses de Chevron en matière de lobbying et ses priorités politiques, renforcées par l'analyse des sections précédentes sur ses plans d'expansion et de distraction, nous constatons que ses dépenses en matière de lobbying montrent qu'elle fait pression sur des politiques qui lui permettraient de continuer à polluer, et qu'elle cherche probablement à démanteler ou à retarder des politiques qui viseraient en réalité à la responsabiliser, elle et d'autres entreprises de combustibles fossiles, pour qu'elle prenne les mesures adéquates.

5. Conclusion – La triple menace : Des compensations de pacotille, une expansion imprudente et un obscurcissement des politiques

À l’instar de nombreuses entreprises polluantes, Chevron ne semble pas prendre au sérieux l’action climatique. Ses actions révèlent qu’elle ne tient toujours pas compte des données scientifiques sur le climat – comme c’est le cas depuis des décennies – ni du caractère précieux de la vie humaine, dont d’innombrables vies seront perdues si le plan d’affaires de Chevron est autorisé à être mis en œuvre sans contestation.

À l’examen, les promesses « zéro émission nette » de Chevron semblent plutôt fausses, et ces recherches suggèrent qu’elle s’appuie sur des compensations de pacotille qui ne sont pas avérées capables de réduire considérablement les émissions, et qui pourraient bien causer d’énormes préjudices aux pays du Sud et aux communautés de première ligne. L’expansion planifiée du pétrole et du gaz par Chevron rend de plus en plus probable que nous franchirons bientôt des points de basculement irréversibles et que nous bloquerons l’augmentation de la température au-delà de 1,5 degré Celsius. Et son vaste lobbying sur les politiques climatiques pourrait entraver la mise en œuvre de la politique forte dont nous avons désespérément besoin. Tout cela laisse supposer qu’elle est profondément investie dans le statu quo polluant, à une époque où la transformation systémique n’est plus un idéal mais une nécessité.

» La négligence de Chevron est révélatrice d’une contagion plus large de la destruction causée par les combustibles fossiles]

Chevron n’est pas la seule à promouvoir une stratégie « pollueur d’abord ». Les entreprises du secteur des combustibles fossiles ont passé des décennies à nier la réalité du changement climatique et à financer des travaux scientifiques de pacotille pour dissimuler les données scientifiques réelles prouvant le contraire. Lorsque la vérité n’a plus pu être dissimulée, elles ont investi des milliards pour saper les tentatives d’action. En 2022, l’industrie pétrolière et gazière a dépensé 124,4 millions de dollars américains pour faire pression sur le gouvernement américain afin de saper toute action pertinente en faveur du climat,¹⁵² dans le cadre d’un programme plus large visant à promouvoir un programme « zéro émission nette » coopté visant à nous convaincre qu’elle est la « solution » à la crise mondiale qu’elle a provoquée, tout en retardant l’action, en sapant l’urgence et en maximisant les profits.¹⁵³ Aujourd’hui, cette industrie prévoit une expansion continue et engrangent des profits record (plus de 200 milliards de dollars pour les cinq plus grandes sociétés pétrolières et gazières).¹⁵⁴

» Le Zéro réel, et non le « zéro émission nette » écoblanchi, est la clé du 1,5

C’est pourquoi les militants, les scientifiques, les experts et les citoyens du monde entier appellent les gouvernements et les décideurs à rejeter ce programme « zéro émission nette » manipulé par les grands pollueurs et à adopter la voie du « Zéro réel » qui déploie rapidement de vraies solutions, élimine progressivement et équitablement les combustibles fossiles et fournit le financement, la technologie et le renforcement des capacités nécessaires pour trouver une solution judicieuse à la crise climatique.^{155, 156}

Nous devrions prendre des engagements qui amèneront les émissions à un niveau « Zéro réel » d'ici à 2030 au plus tard. Les critères de référence de l'initiative Zéro réel nous permettant d'atteindre cet objectif sont les suivants :

1. S'engager à mettre fin à toute nouvelle expansion des combustibles fossiles. Cette mesure englobe l'exploration, les infrastructures, ainsi que l'expansion des projets actuels.
2. Indiquer une trajectoire concrète et une date à laquelle toute utilisation de combustibles fossiles sera justement supprimée.
3. Réorienter les ressources publiques des combustibles fossiles vers la mise à l'échelle de solutions réelles,¹⁵⁷ ainsi que le partage des technologies et des capacités nécessaires pour aider les autres à le faire.
4. Remplacer l'utilisation de combustibles fossiles par des énergies renouvelables contrôlées par la communauté, conformément aux principes d'une transition juste.
5. Réduire les émissions à la source dans tous les secteurs ou, dans le cas d'une entreprise, dans toutes les parties de sa chaîne d'approvisionnement et de ses activités (Scope 1, 2 et 3).
6. Fixer des objectifs concrets et périodiques de réduction des émissions tous les 5 ans — et pas seulement un objectif fourre-tout du type « zéro émission nette d'ici à 2050 » qui n'exige pas de réduction importante des émissions entre temps, ni de réduction réelle des émissions (puisque dans un scénario « zéro émission nette », les émissions peuvent en grande partie être « compensées »).
7. Toutes les mesures prises doivent traduire le niveau d'engagement nécessaire en tenant compte de la contribution de l'entreprise, du gouvernement ou de l'acteur au changement climatique et aux émissions globales de gaz à effet de serre — un concept dénommé « parts équitables ».
8. La réalisation des objectifs de réduction des émissions ne doit pas reposer sur des compensations, des marchés du carbone ou des technologies non éprouvées telles que le captage et le stockage du carbone, la bioénergie avec captage et stockage du carbone ou la géo-ingénierie.
9. Toutes les mesures prises pour réduire les émissions ne doivent pas porter préjudice aux communautés locales, aux peuples autochtones, aux droits humains ou aux écosystèmes. Les acteurs doivent élaborer des programmes « sans préjudice » dans le cadre de leurs plans d'action sur le climat et indiquer clairement où et comment ils garantiront ce respect, en travaillant directement avec les communautés à risque pour les guider dans cette démarche.
10. Tous les acteurs qui s'engagent dans des actions ou des promesses climatiques doivent démontrer que leurs activités de lobbying et leur engagement politique sont clairement orientées vers la promotion de la nécessité d'une politique forte, axée sur l'équité et alignée sur les données scientifiques sur le climat.

Recommandations : Tenir les grands pollueurs pour responsables, éliminer progressivement les combustibles fossiles, mettre en œuvre de véritables solutions pour atteindre le « Zéro réel »]

La bonne nouvelle, c'est que nous avons collectivement le pouvoir de mettre fin à l'impunité des entreprises de combustibles fossiles comme Chevron et de reprendre en main l'avenir de la planète. Nombre de mesures peuvent être prises lorsque les entreprises de combustibles fossiles ne sont pas autorisées à écrire les règles du jeu, mais nous devons agir maintenant.

Nous connaissons les solutions réelles et éprouvées, et elles sont rentables, réduisent les émissions, sont centrées sur les communautés et sont justes.¹⁵⁸ Il s'agit notamment de tenir les entreprises pour responsables et d'utiliser ces fonds pour débloquent de véritables solutions et soutenir les communautés locales dans leur lutte contre le changement climatique ; de passer à des systèmes d'énergie 100 % renouvelable contrôlés démocratiquement (tout en créant de nouveaux emplois et en protégeant les travailleurs) ; d'investir dans les transports publics de masse électriques ; de passer de l'agriculture industrielle à des pratiques agroécologiques ; de mettre fin aux subventions accordées aux industries à forte intensité d'émissions et d'affecter ces fonds publics à une véritable transformation, de passer à des modes de vie moins énergivores ; et bien d'autres choses encore. Lorsqu'elles sont mises en œuvre dans tous les secteurs et à l'échelle mondiale, ces mesures offrent la meilleure possibilité de limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5 degré Celsius.

6. Recommandations

Aux gouvernements :

1. Éliminer progressivement les combustibles fossiles — Mettre fin aux subventions accordées aux combustibles fossiles et réorienter ces ressources publiques vers la transformation des énergies renouvelables et le soutien aux communautés locales pour qu'elles répondent au changement climatique. Mettre fin à l'expansion des combustibles fossiles. Ne pas approuver une nouvelle concession pétrolière ou gazière. Détailler les plans d'élimination progressive et équitable des combustibles fossiles et de transition vers les énergies renouvelables.
2. Mettre à jour les plans d'action nationaux sur le climat qui visent à réduire rapidement et équitablement les émissions à la source, conformément à la « part équitable » du pays dans l'action climatique, et intégrer les critères « Zéro réel » dans ces plans d'action sur le climat.
3. Adopter une législation qui mette en œuvre des objectifs contraignants de réduction des émissions pour les entreprises polluantes, conformément aux critères de référence Zéro réel susmentionnés.
4. Prendre des mesures pour tenir les entreprises polluantes légalement et financièrement responsables de leurs tromperies et de leurs méfaits sur le climat. Utiliser les fonds reçus grâce à ces mesures de responsabilité afin de mettre en œuvre de vraies solutions telles que les énergies renouvelables contrôlées démocratiquement, et soutenir les communautés locales et de première ligne qui répondent au changement climatique.

Aux actionnaires :

1. Adopter des résolutions exigeant que les entreprises de combustibles fossiles telles que Chevron s'engagent à mettre en œuvre des plans d'action « Zéro réel » qui intègrent les critères de référence « Zéro réel » susmentionnés. Il s'agit notamment de fixer des objectifs de réduction des émissions de type Scope 1, 2 et 3, de fixer des objectifs concrets et périodiques de réduction des émissions tous les cinq ans et ne reposant pas sur des compensations, des marchés du carbone ou des technologies non éprouvées.
2. Exiger des entreprises qu'elles démontrent, par la publication de documents, que leurs activités de lobbying et leur engagement politique sont clairement alignés sur l'Accord de Paris.
3. Ne pas accepter l'écoblanchiment et les relations publiques des entreprises du secteur des combustibles fossiles tels quels. Poser des questions difficiles, exiger des preuves, demander la divulgation, la transparence et la mise à la disposition du public des informations.
4. Si vous êtes actionnaire d'une entreprise qui finance les combustibles fossiles, exigez que l'institution financière s'aligne sur les données scientifiques sur le climat en se désinvestissant des combustibles fossiles.

À la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques :

1. S'engager formellement à une élimination progressive et équitable des combustibles fossiles, par le biais de décisions adoptées lors de la COP28 en décembre 2023.
2. Protéger l'élaboration des politiques climatiques de l'ingérence induite des entreprises polluantes en adoptant un cadre de responsabilisation.¹⁵⁹
3. Mettre à jour les Contributions déterminées au niveau national (CDN) afin de refléter les critères « Zéro réel » susmentionnés. Il s'agit d'un engagement à réduire les émissions à la source, dans un délai urgent qui s'aligne sur la science et l'équité, et à atteindre ces objectifs sans s'appuyer sur des projets industriels tels que les marchés du carbone, les compensations et les technologies à risque.
4. Rejeter les mécanismes de marché profondément corrompus inscrits aux articles 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris, et faire promouvoir la collaboration stipulée à l'article 6.8 qui accélère la technologie, le financement et la capacité nécessaires pour mettre en œuvre de vraies solutions et maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5 degré Celsius.

Les entreprises de combustibles fossiles telles que Chevron ne peuvent pas être autorisées à continuer d'alimenter la destruction. Nous ne pouvons plus attendre qu'elles s'autorégulent pour assurer un avenir sans danger pour le climat. Nous ne pouvons pas permettre que leurs compensations de pacotille et leurs systèmes trompeurs constituent le fondement de l'action climatique. L'enjeu est trop important.

La destruction est peut-être au cœur des activités d'entreprises comme Chevron, mais l'urgence, l'équité et l'action doivent être au cœur de la réponse mondiale au changement climatique. Il est temps que les actionnaires, le public, les décideurs politiques et les gouvernements mettent fin à la capacité de l'industrie des combustibles fossiles à nous priver d'un monde où les gens et la planète pourraient s'épanouir.

Annexe: Portée et limites

Lors de la compilation et de l'analyse des données en vue de l'élaboration du présent rapport, nous avons utilisé les versions les plus récentes des divulgations, des bases de données, des documents ou des publications disponibles au moment de la recherche et de la rédaction (entre janvier et avril 2023). Lorsque cela était possible et disponible, nous avons recoupé les données et les allégations avec d'autres sources primaires ou secondaires. Les résultats détaillés dans le présent document pourraient ne pas être exhaustifs ou les plus récents, en partie parce que nous avons dû mener nos recherches en grande partie à partir de ce qui était disponible dans le domaine public et que nous n'avons pas accès à toutes les informations que les entreprises fournissent sur leurs activités.

Communiquer directement avec les entreprises citées dans cette publication n'entraîne pas dans le cadre de ces recherches, bien que nous encourageons toute presse couvrant ces recherches à le faire. Nous invitons également les entreprises figurant dans cette publication (et en particulier Chevron) à partager avec nous toute information ou preuve susceptible de fournir des précisions sur la manière dont l'efficacité et l'intégrité environnementale de ces compensations volontaires du marché du carbone sont assurées ; à répondre aux allégations d'actes répréhensibles ou de préjudice par d'autres ayant été citées ici et utilisées pour évaluer le nombre de ces compensations susceptibles d'être liées à un préjudice social ou environnemental négatif ; ou à fournir des informations vérifiables qui éclairent les questions et préoccupations soulevées dans ces recherches.

Les difficultés rencontrées lors de la collecte et de l'analyse des données mettent en évidence l'opacité générale des informations divulguées par les entreprises, le manque de normalisation des rapports et l'absence de responsabilité totale de ces entreprises à l'égard du public.

Références : Tous les liens Internet ont été consultés en avril 2023 avant la publication.

1. Intergovernmental Panel on Climate Change, "Sixth Assessment Report," March 2023, <https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar6/>
2. United Nations, "Secretary-General Calls on States to Tackle Climate Change 'Time Bomb' through New Solidarity Pact, Acceleration Agenda, at Launch of Intergovernmental Panel Report," March 2023, <https://press.un.org/en/2023/sgsm21730.doc.htm>
3. Center for International Environmental Integrity, "Lost in Translation: Lessons from the IPCC's Sixth Assessment on the Urgent Transition from Fossil Fuels and the Risks of Mislabeled Reliance on False Solutions," March 2023, <https://www.ciel.org/reports/lost-in-translation-lessons-from-the-ipcc-sixth-assessment/>
4. Matthew Taylor and Jonathan Watts, "Revealed: the 20 firms behind a third of all carbon emissions," *The Guardian*, Oct 9 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/09/revealed-20-firms-third-carbon-emissions>
5. Sabine Valle, "Chevron annual profit hits record but Q4 miss hits shares," *Reuters*, January 27 2023, <https://www.reuters.com/business/energy/chevron-annual-profit-doubles-record-365-bl-misses-estimates-2023-01-27/>
6. Chevron, "Climate change resilience: advancing a lower carbon future," October 2021, <https://www.chevron.com/-/media/chevron/sustainability/documents/climate-change-resilience-report.pdf>
7. Chevron, "Chevron sets new net zero aspiration and new GHG intensity target," October 11 2021, <https://www.chevron.com/newsroom/2021/q4/chevron-sets-net-zero-aspiration-and-new-ghg-intensity-target>
8. CNN, "This is what Chevron's CEO thinks about climate change," September 13 2022, <https://www.cnn.com/videos/business/2022/09/13/chevron-ceo-mike-wirth-climate-change-harlow-vpx.cnnbusiness>
9. ActionAid, Corporate Accountability, Friends of the Earth International, Global Campaign to Demand Climate Justice, Third World Network, and What Next?, "NOT Zero: How 'net zero' targets disguise climate inaction: Joint technical briefing by climate justice organisations," October 2020, <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT-ZERO-How-net-zero-targets-disguise-climate-inaction-FINAL.pdf>
10. Chevron, "Lower carbon intensity of our operations," <https://www.chevron.com/sustainability/environment/lowering-carbon-intensity>
11. Chevron, "Chevron sets new net zero aspiration and new GHG intensity target," October 11 2021, <https://www.chevron.com/newsroom/2021/q4/chevron-sets-net-zero-aspiration-and-new-ghg-intensity-target>
12. 1t CO2e retired = 1 credit
13. The AlliedOffsets database covers 99% of the voluntary carbon market. <https://alliedoffsets.com/>
14. Carbon TradeXchange, "World First Web/Cloud-based Exchange Interfaced with Blockchain Registry: BioCarbon Registry- South America's New Global Credit Standard," April 1 2022, <https://ctxglobal.com/ctx-cloud-based-exchange-biocarbon-registry/>
15. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
16. Patrick Greenfield, "Revealed: more than 90% of rainforest carbon offsets by biggest certifier are worthless, analysis shows," *The Guardian*, Jan 18 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aoe>
17. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
18. Verra, "Carbon Market Watch Report on Colombian REDD+ Projects Contains Flawed Allegations," June 2021, <https://verra.org/carbon-market-watch-report-on-colombian-redd-projects-contains-flawed-allegations/>
19. Chevron retired 180 credits via the Kaliawiri project between 2020-2022, and 691 credits via the Mataven project in 2018, according to data from AlliedOffsets database.
20. Anne M Larson et al, "Land tenure and REDD+: The good, the bad and the ugly," *Global Environmental Change*, Vol 23: Issue 3, June 2013, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959378013000447>
21. World Rainforest Movement, "REDD+: A Scheme Rotten at the Core," Sept 30 2019, <https://www.wrm.org.uy/bulletin-articles/redd-a-scheme-rotten-at-the-core>
22. Global Forest Coalition, "15 years of REDD+: Has it been worth the money?" Sept 2020, <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2020/09/REDD-briefing.pdf>
23. Thales A.P. West, Jan Börner, Erin O. Sills, and Andreas Kontoleon, "Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon," *PNAS*, Vol 117: No. 39, Sept 14 2020, <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2004334117>
24. Lasse Loft, Thuy Thu Pham, Grace Yee Wong, Maria Brockhaus, Dung Ngoc Le, Januarti Sinarra Tjajadi, and Cecilia Luttrell, "Risks to REDD+: potential pitfalls for policy design and implementation," *Cambridge University Press*, Nov 2 2016, <https://www.cambridge.org/core/journals/environmental-conservation/article/risks-to-redd-potential-pitfalls-for-policy-design-and-implementation/2E385DDDE2526A2A2AB3765FC28D7D6C>
25. Mucahid Mustafa Bayrak and Lawal Mohammed Marafa, "Ten Years of REDD+: A Critical Review of the Impact of REDD+ on Forest-Dependent Communities," *Sustainability*, July 2 2016, <https://www.mdpi.com/2071-1050/8/7/620>
26. REDD Monitor, "REDD: An introduction," Feb 2011, <https://redd-monitor.org/redd-an-introduction/>
27. Voventura Monjane et al, "15 Years of REDD: A Mechanism Rotten at the Core," World Rainforest Movement, 2022, https://www.wrm.org.uy/sites/default/files/2022-05/REDD_15_%20years_ENG.pdf

28. Patrick Greenfield, "Offsets being used in Colombia to dodge carbon taxes – report," *The Guardian*, June 30 2021, <https://www.theguardian.com/environment/2021/jun/30/offsets-being-used-in-colombia-to-dodge-carbon-taxes-report-a0e>
29. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
30. AlliedOffset data shows that Chevron uses carbon offsets to financially offset the Colombian carbon tax. One publicly available example is available at <https://www.ecoregistry.io/projects/46> (see "carbon credits")
31. "CCA" is presumed to refer to Cercarbono since all the projects listed under the CCA standard that Chevron purchased credits through are listed on Cercarbono's website. See <https://www.cercarbono.com/> and this project registry: <https://www.ecoregistry.io/projects>
32. Carbon TradeXchange, "World First Web/Cloud-based Exchange Interfaced with Blockchain Registry: BioCarbon Registry- South America's New Global Credit Standard," April 1 2022, <https://ctxglobal.com/ctx-cloud-based-exchange-biocarbon-registry/>
33. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
34. Dr. Martin Cames et al, "How additional is the Clean Development Mechanism?" March 2016, https://climate.ec.europa.eu/system/files/2017-04/clean_dev_mechanism_en.pdf
35. Derik Broekhoff, Michael Gillenwater, Tani Colbert-Sangree, and Patrick Cage, "Securing Climate Benefit: A Guide to Using Carbon Offsets," GHG Management Institute and Stockholm Environment Institute, Nov 13 2019, http://www.offsetguide.org/wp-content/uploads/2020/03/Carbon-Offset-Guide_3122020.pdf
36. CDM Watch, "Hydro Power Projects In The CDM: Policy brief," Feb 2012, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2009/07/120228_Hydro-Power-Brief_LR_WEB.pdf
37. GHG Management Institute and Stockholm Environment Institute, "Carbon Offset Guide: Additionality," <https://www.offsetguide.org/high-quality-offsets/additionality/>
38. Amazon Watch et al, "JOINT STATEMENT: 10 Reasons Why Climate Initiatives Should Not Include Large Hydropower Projects," Dec 3 2015, <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-manifesto-10-reasons-why-climate-initiatives-should-not-include-large-hydropower-projects/>
39. Climate Analytics, "Why offsets are not a viable alternative to cutting emissions," Feb 2023, https://climateanalytics.org/media/why_offsets_are_not_a_viable_alternative_to_cutting_emissions.pdf
40. Dooley K., Keith H., Larson A., Catacora-Vargas G., Carton W., Christiansen K.L., Enokenwa Baa O., Frechette A., Hugh S., Ivetic N., Lim L.C., Lund J.F., Luqman M., Mackey B., Monterroso I., Ojha H., Perfecto I., Riamit K., Robiou du Pont Y., and Young V., "The Land Gap Report 2022," 2022, <https://www.landgap.org/>
41. Barbara K. Haya et al, "Comprehensive review of carbon quantification by improved forest management offset protocols," *Frontiers for Global Change*, Vol 6, March 21 2023, <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/ffgc.2023.958879/full>
42. Emma Newburger, "Major registries in the carbon offset market are allowing dubious credits, report says," *CNBC*, Mar 21 2023, <https://www.cnbc.com/2023/03/21/registries-in-carbon-offset-market-allowing-dubious-credits-report.html>
43. Based on our analysis of data from the AlliedOffsets Database
44. International Commission of Jurists, "El Quimbo: megaproyectos, derechos económicos, sociales y culturales y protesta social en Colombia," 2016, <https://www.refworld.org/es/pdfid/57f795ac1c.pdf>
45. Rafael Trujillo, "Comunidades en Huila reclaman compensaciones por operación de hidroeléctrica El Quimbo," *Radio Nacional de Colombia*, Oct 18 2021, <https://www.radionacional.co/regiones/andina/el-quimbo-huila-comunidades-reclaman-compensaciones>
46. Environmental Justice Atlas, "El Quimbo hydroelectric project, Colombia," April 2019, <https://ejatlas.org/conflict/el-quimbo-hydroelectric-project-colombia>
47. Defensoría del Pueblo, "IMPACTOS SOCIOAMBIENTALES Y POSIBLE AFECTACIÓN DE DERECHOS DERIVADA DE LA GENERACIÓN HIDROELÉCTRICA EN COLOMBIA," August 2017, https://publicaciones.defensoria.gov.co/desarrollo1/ABCD/bases/marc/documentos/textos/Informe_hidroelectricas_sep.pdf
48. Jane K Feeney, "Displaced by a dam, women defenders fight for their land rights in Colombia," *Mongabay*, Jul 13 2022, <https://news.mongabay.com/2022/07/displaced-by-a-dam-women-defenders-fight-for-their-land-rights-in-colombia/>
49. Environmental Justice Atlas, "Hidrosogamoso dam, Colombia," April 2019, <https://ejatlas.org/conflict/hidrosogamoso-dam-colombia>
50. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
51. Morgan Erickson-Davis, "Carbon credits too low to protect forests from rubber, study finds," *Mongabay*, March 8 2018, <https://news.mongabay.com/2018/03/carbon-credit-prices-too-low-to-protect-forests-from-rubber-study-finds/>
52. Eleanor M. Warren-Thomas et al, "Protecting tropical forests from the rapid expansion of rubber using carbon payments," *Nature Communications*, Mar 2 2018, <https://www.nature.com/articles/s41467-018-03287-9#MOESM1>
53. Based on data from AlliedOffsets
54. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
55. ProClima rebranded to the BioCarbon Registry in 2022: <https://ctxglobal.com/ctx-cloud-based-exchange-biocarbon-registry/>
56. Simon L. Lewis, Charlotte E. Wheeler, Edward T.A. Mitchard, and Alexander Koch, "Comment: Restoring natural forests is the best way to remove atmospheric carbon," *Nature*, April 2 2019, <https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8#ref-CR4>

57. Carolyn Gramling, "Why planting tons of trees isn't enough to solve climate change," July 9 2021, <https://www.sciencenews.org/article/planting-trees-climate-change-carbon-capture-deforestation>
58. Matthew Taylor and Jonathan Watts, "Revealed: the 20 firms behind a third of all carbon emissions," *The Guardian*, Oct 9 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/09/revealed-20-firms-third-carbon-emissions>
59. Chevron, "Chevron invests in carbon capture and removal technology company, svante," Dec 15 2022, <https://www.chevron.com/newsroom/2022/q4/chevron-invests-in-carbon-capture-and-removal-technology-company-svante>
60. Chevron, "Chevron: new energies- accelerating carbon capture, utilization, and storage solutions," 2022, <https://www.chevron.com/-/media/chevron/operations/documents/ccus-flyer.pdf>
61. Chevron, "Chevron's global carbon capture, utilization, and storage efforts help lower carbon intensity," March 28 2023, <https://www.chevron.com/newsroom/2023/q1/global-carbon-capture-utilization-and-storage-helps-lower-carbon-intensity>
62. Adam Morton, "'A shocking failure': Chevron criticized for missing carbon capture target at WA gas project," *The Guardian*, Jul 19 2021, <https://www.theguardian.com/environment/2021/jul/20/a-shocking-failure-chevron-criticised-for-missing-carbon-capture-target-at-wa-gas-project>
63. Bruce Robertson and Milad Mousavian, "Gorgon Carbon Capture and Storage: The Sting in the Tail," Institute for Energy Economics and Financial Analysis, April 2022, https://ieefa.org/wp-content/uploads/2022/03/Gorgon-Carbon-Capture-and-Storage_The-Sting-in-the-Tail_April-2022.pdf
64. Adam Morton, "Emissions from WA gas project with world's largest industrial carbon capture system rise by more than 50%," *The Guardian*, April 20 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/apr/21/emissions-wa-gas-project-chevron-carbon-capture-system-pilbara-coast>
65. Bruce Robertson and Milad Mousavian, "Gorgon Carbon Capture and Storage: The Sting in the Tail," Institute for Energy Economics and Financial Analysis, April 2022, https://ieefa.org/wp-content/uploads/2022/03/Gorgon-Carbon-Capture-and-Storage_The-Sting-in-the-Tail_April-2022.pdf
66. Institute for Energy Economics and Financial Analysis, "If Chevron, Exxon and Shell can't get Gorgon's carbon capture and storage to work, who can? <https://ieefa.org/articles/if-chevron-exxon-and-shell-cant-get-gorgons-carbon-capture-and-storage-work-who-can>
67. Chevron, "Chevron sets net zero aspiration and new GHG intensity target," October 2022, <https://www.chevron.com/newsroom/2021/q4/chevron-sets-net-zero-aspiration-and-new-ghg-intensity-target>
68. Chevron, "2022 corporate sustainability report," May 2023, <https://www.chevron.com/-/media/shared-media/documents/chevron-sustainability-report-2022.pdf>
69. Chevron, "2021 performance data," 2022, <https://www.chevron.com/-/media/shared-media/documents/2021-sustainability-performance-data.pdf>
70. 1 carbon offset = 1 tonne of CO₂e
71. Alejandro Guizar-Coutiño, Julia P.G. Jones, Andrew Balmford, Rachel Carmenta, and David A. Coomes, "A global evaluation of the effectiveness of voluntary REDD+ projects at reducing deforestation and degradation in the moist tropics," *Conservation Biology*, Volume 36: Issue 6, December 2022, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/cobi.13970>
72. Thales A.P. West, Jan Börner, Erin O. Sills, and Andreas Kontoleon, "Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon," *PNAS*, Vol 117: No. 39, Sept 14 2020, <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2004334117>
73. Thales A.P. West, Sven Wunder, Erin O. Sills, Jan Börner, Sami. W. Rifai, Alexandra N. Neidermeier, and Andreas Kontoleon, "Action needed to make carbon offsets from tropical forest conservation work for climate change mitigation," Jan 5 2023, <https://arxiv.org/abs/2301.03354>
74. Patrick Greenfield, "Revealed: more than 90% of rainforest carbon offsets by biggest certifier are worthless, analysis shows," *The Guardian*, Jan 18 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aea>
75. Derik Broekhoff, Michael Gillenwater, Tani Colbert-Sangree, and Patrick Cage, "Securing Climate Benefit: A Guide to Using Carbon Offsets," GHG Management Institute and Stockholm Environment Institute, Nov 13 2019, http://www.offsetguide.org/wp-content/uploads/2020/03/Carbon-Offset-Guide_3122020.pdf
76. Dr. Martin Cames et al, "How additional is the Clean Development Mechanism?" March 2016, https://climate.ec.europa.eu/system/files/2017-04/clean_dev_mechanism_en.pdf
77. CDM Watch, "Hydro Power Projects In The CDM: Policy brief," Feb 2012, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2009/07/120228_Hydro-Power-Brief_LR_WEB.pdf
78. Office of Energy Efficiency & Renewable Energy, "Types of Hydropower Plants," <https://www.energy.gov/eere/water/types-hydropower-plants#:~:text=LEARN%20MORE&text=There%20are%20three%20types%20of,renewable%20energy%20to%20the%20grid>
79. Simon L. Lewis, Charlotte E. Wheeler, Edward T.A. Mitchard, and Alexander Koch, "Comment: Restoring natural forests is the best way to remove atmospheric carbon," *Nature*, April 2 2019, <https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8#ref-CR4>
80. Carolyn Gramling, "Why planting tons of trees isn't enough to solve climate change," July 9 2021, <https://www.sciencenews.org/article/planting-trees-climate-change-carbon-capture-deforestation>
81. Jumpei Toriyama et al, "Effects of forest conversion to rubber plantation and of replanting rubber trees on soil organic carbon pools in a tropical moist climate zone," *Agriculture, Ecosystems, and Environment*, October 2022, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0167880921004035>
82. EcoRegistry, "SKCarbono," <https://www.ecoregistry.io/projects/46>
83. Antonio José Paz Cardona, "Colombia wants to plant 180 million trees: Is it a realistic goal?," *Mongabay*, April 23 2020, <https://news.mongabay.com/2020/04/colombia-wants-to-plant-180-million-trees-is-it-a-realistic-goal/>
84. EcoRegistry, "SKCarbono," <https://www.ecoregistry.io/projects/46>

85. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
86. Morgan Erickson-Davis, "Carbon credits too low to protect forests from rubber, study finds," *Mongabay*, March 8 2018, <https://news.mongabay.com/2018/03/carbon-credit-prices-too-low-to-protect-forests-from-rubber-study-finds/>
87. Carbon Market Watch, "Two Shades of Green: How Hot Air Forest Credits are Being Used to Avoid Carbon Taxes in Colombia," June 2021, https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Two-shades-of-green_EN_WEB.pdf
88. Note that ProClima rebranded to the BioCarbon Registry in 2022, potentially as a response to these accusations. See <https://ctxglobal.com/ctx-cloud-based-exchange-biocarbon-registry/>
89. Peilei Fan et al, "Recently constructed hydropower dams were associated with reduced economic production, population, and greenness in nearby areas," *PNAS*, Vol 119, 2022, <https://www.pnas.org/doi/pdf/10.1073/pnas.2108038119>
90. Amazon Watch et al, "JOINT STATEMENT: 10 Reasons Why Climate Initiatives Should Not Include Large Hydropower Projects," Dec 3 2015, <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-manifesto-10-reasons-why-climate-initiatives-should-not-include-large-hydropower-projects/>
91. International Commission of Jurists, "El Quimbo: megaproyectos, derechos económicos, sociales y culturales y protesta social en Colombia," 2016, <https://www.refworld.org/es/pdfid/57f795ac1c.pdf>
92. Rafael Trujillo, "Comunidades en Huila reclaman compensaciones por operación de hidroeléctrica El Quimbo," *Radio Nacional de Colombia*, Oct 18 2021, <https://www.radionacional.co/regiones/andina/el-quimbo-huila-comunidades-reclaman-compensaciones>
93. Environmental Justice Atlas, "El Quimbo hydroelectric project, Colombia," April 2019, <https://ejatlas.org/conflict/el-quimbo-hydroelectric-project-colombia>
94. Jane K Feeney, "Displaced by a dam, women defenders fight for their land rights in Colombia," *Mongabay*, Jul 13 2022, <https://news.mongabay.com/2022/07/displaced-by-a-dam-women-defenders-fight-for-their-land-rights-in-colombia/>
95. Environmental Justice Atlas, "Hidrosogamoso dam, Colombia," April 2019, <https://ejatlas.org/conflict/hidrosogamoso-dam-colombia>
96. EcoRegistry, "SKCarbono," <https://www.ecoregistry.io/projects/46>
97. World Rainforest Movement, "Smurfit Kappa in Colombia: Chronicle of a Death Foretold," March 5 2020, <https://www.wrm.org.uy/bulletin-articles/smurfit-kappa-in-colombia-chronicle-of-a-death-foretold>
98. Scilla Alecci, "Environmental auditors approve green labels for products linked to deforestation and authoritarian regimes," *International Consortium of Investigative Journalists*, March 1 2023, <https://www.icij.org/investigations/deforestation-inc/auditors-green-labels-sustainability-environmental-harm/>
99. Smurfit Kappa, "Smurfit Kappa launches first Green Bond Report," Oct 6 2022, <https://www.smurfitkappa.com/newsroom/2022/smurfit-kappa-launches-first-green-bond-report>
100. Esteban Duarte, "Mackenzie Says Green Bond Buyers Could Get Carbon Offset Reward," *Bloomberg*, June 22 2022, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-06-22/mackenzie-says-green-bond-buyers-could-get-carbon-offset-reward#xj4y7vzkg>
101. Smurfit Kappa, "Green Bond Allocation and Impact Report," Sept 2022, <https://www.smurfitkappa.com/-/m/files/documents-global/investor/smurfit-kappa-green-bond-report.pdf?rev=e16f9350b67f40b5b221b9ff368963a0&hash=AD3DC812D0D212F9F2D9F001B299108C>
102. United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, "Colombia: Extreme risks for rights defenders who challenge corporate activity," Aug 4 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/08/colombia-extreme-risks-rights-defenders-who-challenge-corporate-activity>
103. Patrick O'Donoghue, "Native groups accuse Smurfit Kappa over rainforest," *The Times*, Feb 20 2022, <https://www.thetimes.co.uk/article/native-groups-accuse-smurfit-kappa-over-rainforest-gqj3lxbj>
104. Simon L. Lewis, Charlotte E. Wheeler, Edward T.A. Mitchard, and Alexander Koch, "Comment: Restoring natural forests is the best way to remove atmospheric carbon," *Nature*, April 2 2019, <https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8#ref-CR4>
105. Carolyn Gramling, "Why planting tons of trees isn't enough to solve climate change," July 9 2021, <https://www.sciencenews.org/article/planting-trees-climate-change-carbon-capture-deforestation>
106. Inci Sayki and Jimmy Cloutier, "Oil and gas industry spent \$124.4 million on federal lobbying amid record profits in 2022," *OpenSecrets*, <https://www.opensecrets.org/news/2023/02/oil-and-gas-industry-spent-124-4-million-on-federal-lobbying-amid-record-profits-in-2022/>
107. InfluenceMap, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change: How the oil majors have spent \$1Bn since Paris on narrative capture and lobbying on climate," March 2019, <https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddc>
108. This estimate includes 2022 approvals (Table A5) and estimated Mt CO₂e from projected 2023-2025 approvals (Table A6). See https://priceofoil.org/content/uploads/2022/11/Investing_In_Disaster.pdf
109. United States Environmental Protection Agency, "Greenhouse Gas Equivalencies Calculator," <https://www.epa.gov/energy/greenhouse-gas-equivalencies-calculator#results>
110. Organisation for Economic Co-operation and Development, "Greenhouse gas emissions," https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=air_ghg
111. International Energy Agency, "Net zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector," May 2021, <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>, <https://www.nature.com/articles/s41586-021-03821-8>
112. Dan Welsby, James Price, Steve Pye, and Paul Ekins, "Unextractable fossil fuels in a 1.5 C world," *Nature*, Sept 8 2021, <https://www.nature.com/articles/s41586-021-03821-8>
113. Oil Change International and Global Witness, "IPCC clarion call puts spotlight on fossil fuel industry's hypocrisy," 2022, https://priceofoil.org/content/uploads/2022/04/20220404_IPCC_fossil-fuel-industry-exploration-plans_FINAL-TEXT.pdf

114. World Bank, "GDP (current US\$)- Sri Lanka," <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=LK>
115. Based on data on the Global Oil & Gas Exit List (GOGEL) database: <https://gogel.org/>
116. Al Greenwood, "US Chevron to expand Permian oil output amid labour shortages," Independent Commodity Intelligence Services, March 6 2023, <https://www.icis.com/explore/resources/news/2023/03/06/10861641/us-chevron-to-expand-permian-oil-output-amid-labour-shortages/>
117. Based on data on the Global Oil & Gas Exit List (GOGEL) database: <https://gogel.org/>
118. Greenpeace, the International Institute for Sustainable Development, and Oil Change International, "Zeroing In: A guide for the finance sector on the IEA's Net Zero Emissions scenario and its implications for oil and gas finance," Feb 9 2022, <https://priceofoil.org/2022/02/09/zeroing-in-a-guide-for-the-finance-sector-on-the-ieas-net-zero-emissions-scenario-and-its-implications-for-oil-and-gas-finance/>
119. Palash Ghosh, "Chevron Becomes First Major U.S. Oil Company To Invest In Offshore Wind Project," *Forbes*, April 13 2021, <https://www.forbes.com/sites/palashghosh/2021/04/13/chevron-becomes-first-major-us-oil-company-to-invest-in-offshore-wind-project/?sh=2148bade834b>
120. Reuters Staff, "Chevron raises clean energy bet with \$3 billion Renewable Energy Group deal," *Reuters*, Feb 28 2022, <https://www.reuters.com/business/energy/chevron-buy-renewable-energy-group-315-deal-2022-02-28/>
121. InfluenceMap, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change 2022," Sept 2022, <https://influencemap.org/report/Big-Oils-Agenda-on-Climate-Change-2022-19585>
122. Chevron Renewable Energy Group, "Welcome to Chevron Renewable Energy Group," <https://www.youtube.com/watch?v=oD7kcFpUHeY>
123. Mei Li, Gregory Trencher, and Jusen Asuka, "The clean energy claims of BP, Chevron, ExxonMobil and Shell: A mismatch between discourse, actions and investments," *PLOS*, Feb 16 2022, <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0263596>
124. Global Witness, "Accountability groups file first of its kind FTC complaint against Chevron for misleading consumers on climate action," March 16 2021, <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/joint-accountability-groups-file-first-of-its-kind-ftc-complaint-against-chevron-misleading-consumers-climate-action/>
125. Based on data on the Global Oil & Gas Exit List (GOGEL) database: <https://gogel.org/>
126. Matthew Taylor and Jonathan Watts, "Revealed: the 20 firms behind a third of all carbon emissions," *The Guardian*, Oct 9 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/09/revealed-20-firms-third-carbon-emissions>
127. Jane Mayer, "Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right," *Penguin Random House*, 2017, <https://www.nytimes.com/2016/01/24/books/review/dark-money-by-jane-mayer.html>
128. ExxonKnew, <https://exxonknew.org>
129. Senate Democrats' Special Committee on the Climate Crisis, "The Case for Climate Action: Building a Clean Economy for the American People," <https://www.whitehouse.senate.gov/imo/media/doc/Dark%20Money%20Chpt%20SCCC%20Climate%20Crisis%20Report.pdf>
130. InfluenceMap, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change 2022," Sept 2022, <https://influencemap.org/report/Big-Oils-Agenda-on-Climate-Change-2022-19585>
131. InfluenceMap, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change 2022," Sept 2022, <https://influencemap.org/report/Big-Oils-Agenda-on-Climate-Change-2022-19585>
132. Based on data analyzed from Open Secrets and Federal lobbying disclosures
133. Union of Concerned Scientists, "How Fossil Fuel Lobbyists Used 'Astroturf' Front Groups to Confuse the Public," Oct 11 2017, <https://www.ucsusa.org/resources/how-fossil-fuel-lobbyists-used-astroturf-front-groups-confuse-public>
134. Inci Sayki and Jimmy Cloutier, "Oil and gas industry spent \$124.4 million on federal lobbying amid record profits in 2022," *OpenSecrets*, <https://www.opensecrets.org/news/2023/02/oil-and-gas-industry-spent-124-4-million-on-federal-lobbying-amid-record-profits-in-2022/>
135. Chris McGreal, "How a powerful US lobby group helps big oil to block climate action," *The Guardian*, July 19 2021, <https://www.theguardian.com/environment/2021/jul/19/big-oil-climate-crisis-lobby-group-api>
136. U.S. Chamber of Commerce, "Governance," <https://www.uschamber.com/about/governance>
137. OpenSecrets, "Client Profile: US Chamber of Commerce," <https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/clients/summary?cycle=2022&id=D000019798&name=US+Chamber+of+Commerce>
138. Chevron, "lobbying and trade associations," <https://www.chevron.com/sustainability/governance/lobbying-and-trade-associations>
139. Based on data from OpenSecrets
140. Senator Whitehouse, "Whitehouse & Schatz Introduce Save Our Future Act To Charge Big Polluters For Emissions, Redirect Trillions to American Families and Communities Harmed by Pollution," June 6 2021, <https://www.whitehouse.senate.gov/news/release/whitehouse-and-schatz-introduce-save-our-future-act-to-charge-big-polluters-for-emissions-redirect-trillions-to-american-families-and-communities-harmed-by-pollution#:~:text=The%20Save%20Our%20Future%20Act%20provides%20a%20roadmap%20to%20cut,need%2C%E2%80%9D%20said%20Senator%20Schatz.>
141. Senator Whitehouse, "S.2085- Save Our Future Act," <https://www.congress.gov/bill/117th-congress/senate-bill/2085>
142. Julia Brownley, "Brownley Introduces Bill to Improve Oversight of Offshore Oil and Gas Pipelines," March 8 2023, <https://juliabrownley.house.gov/brownley-introduces-bill-to-improve-oversight-of-offshore-oil-and-gas-pipelines/>
143. United States Government Accountability Office, "Report to Congressional Requesters: Offshore Oil and Gas- Updated Regulations Needed to Improve Pipeline Oversight and Decommissioning," March 2021, Offshore Oil and Gas: Updated Regulations Needed to Improve Pipeline Oversight and Decommissioning, <https://www.gao.gov/assets/gao-21-293.pdf>

144. Chevron, "Exploration and production in North America," <https://www.chevron.com/operations/exploration-production/exploration-production-in-north-america#:~:text=Chevron%20is%20one%20of%20the,Cesar%2FTonga%20and%20Perdido%20fields.>
145. Julia Brownley, "Brownley Introduces Bill to Improve Oversight of Offshore Oil and Gas Pipelines," March 8 2023, <https://juliabrownley.house.gov/brownley-introduces-bill-to-improve-oversight-of-offshore-oil-and-gas-pipelines/>
146. International Energy Agency, "Section 45Q Credit for Carbon Oxide Sequestration," Nov 2022, <https://www.iea.org/policies/4986-section-45q-credit-for-carbon-oxide-sequestration>
147. Evan Halper, "How a pricey taxpayer gamble on carbon capture helps Big Oil," *The Washington Post*, Oct 9 2022, <https://www.washingtonpost.com/business/2022/10/09/carbon-capture-oil-gas/>
148. Kate Aronoff, "Why Is the Fossil Fuel Industry Praising the Inflation Reduction Act?" *New Republic*, March 10, 2023, <https://newrepublic.com/article/171086/fossil-fuel-industry-praising-inflation-reduction-act>
149. Chevron, "Chevron U.S.A. Lobbying Report: Q4 2022," <https://disclosurespreview.house.gov/ld/ldxmlrelease/2022/Q4/301443144.xml>
150. Avi Salzman, "Exxon and 3 Other Oil and Gas Companies That Could Benefit from Inflation Bill," *Barron's*, July 28 2022, <https://www.barrons.com/articles/exxon-chevron-occidental-inflation-bill-51659028312>
151. Alejandro de la Garza, "The Inflation Reduction Act Includes a Bonanza for the Carbon Capture Industry," *TIME*, Aug 11 2022, <https://time.com/6205570/inflation-reduction-act-carbon-capture/>
152. Inci Sayki and Jimmy Cloutier, "Oil and gas industry spent \$124.4 million on federal lobbying amid record profits in 2022," *OpenSecrets*, <https://www.opensecrets.org/news/2023/02/oil-and-gas-industry-spent-124-4-million-on-federal-lobbying-amid-record-profits-in-2022/>
153. Corporate Accountability, Global Forest Coalition, and Friends of the Earth International, "The Big Con: How Big Polluters are advancing a 'net zero' climate agenda to delay, deceive, and deny," June 2021, <https://corporateaccountability.org/resources/the-big-con-net-zero/>
154. Oliver Milman, "'Monster profits' for energy giants reveal a self-destructive fossil fuel resurgence," *The Guardian*, Feb 9 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/feb/09/profits-energy-fossil-fuel-resurgence-climate-crisis-shell-exxon-bp-chevron-totalenergies>
155. "A Global Call for Climate Action Ahead of COP26," <https://www.realsolutions-not-netzero.org/cop26>
156. ActionAid, Corporate Accountability, Friends of the Earth International, Global Campaign to Demand Climate Justice, Third World Network, and What Next?, "NOT Zero: How 'net zero' targets disguise climate inaction- Joint technical briefing by climate justice organisations," October 2020, <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT-ZERO-How-net-zero-targets-disguise-climate-inaction-FINAL.pdf>
157. ActionAid, Corporate Accountability, Friends of the Earth International, Global Campaign to Demand Climate Justice, Third World Network, and What Next?, "NOT Zero: How 'net zero' targets disguise climate inaction- Joint technical briefing by climate justice organisations," October 2020, <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT-ZERO-How-net-zero-targets-disguise-climate-inaction-FINAL.pdf>
158. ActionAid, Corporate Accountability, Friends of the Earth International, Global Campaign to Demand Climate Justice, Third World Network, and What Next?, "NOT Zero: How 'net zero' targets disguise climate inaction- Joint technical briefing by climate justice organisations," October 2020, <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT-ZERO-How-net-zero-targets-disguise-climate-inaction-FINAL.pdf>
159. "Joint civil society submission on establishing a UNFCCC Accountability Framework to protect against undue influence of polluting interests," August 17 2022, https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2022/08/Joint-civil-society-submission-on-COI-Aug-17-2022_.pdf

